

Hockey



3

3

page S3

Réjean Tremblay
Rencontre
avec Ronald
Corey
pages S6 et S11



Personnalité de la semaine

Jean Davignon
page A12

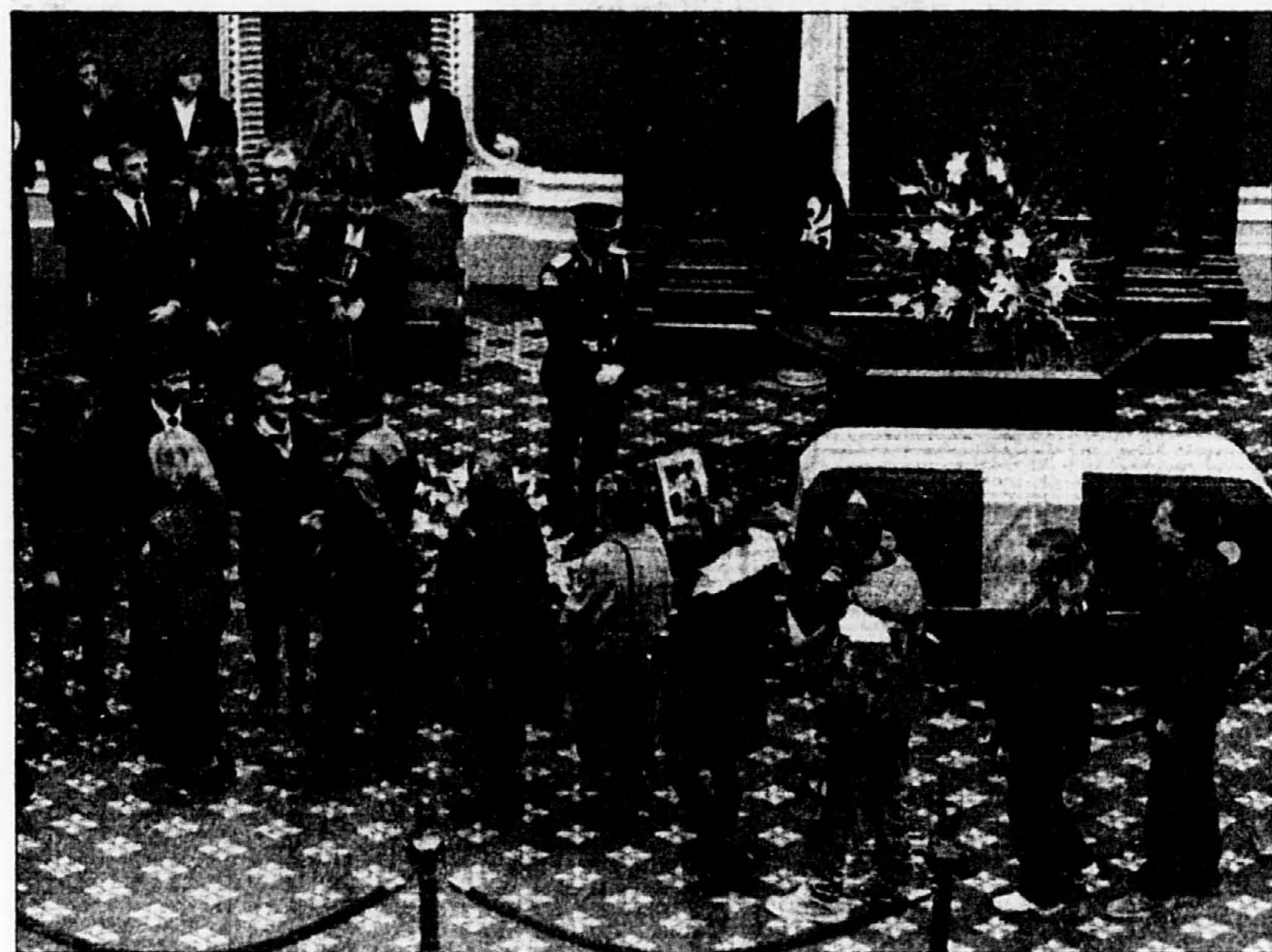


Humour

Une nouvelle chronique
humoristique signée
Stéphane Laporte
page A5



Québec se souvient



Des centaines de dignitaires et de simples citoyens sont venus rendre un dernier hommage à Robert Bourassa hier, dans ce Salon rouge où se sont déroulés certains des événements les plus marquants de sa carrière politique.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Un dernier hommage à M. Bourassa

KATIA GAGNON
du bureau de La Presse, QUÉBEC

Robert Bourassa est entré hier à l'Assemblée nationale pour la dernière fois. Des centaines de dignitaires et de simples citoyens sont venus lui rendre un dernier hommage, dans ce Salon rouge où se sont déroulés certains des événements les plus marquants de sa carrière politique.

La dépouille de l'ancien premier ministre du Québec reposait en effet dans la salle où il a assermenté plusieurs conseils des ministres et

accusé ce qui restera probablement la plus amère défaite de sa carrière politique: l'échec de l'accord du Lac Meech.

Le fleurdelisé recouvrait sobrement son cercueil fermé, à côté duquel embaumaient trois grands bouquets de roses et de lys blancs. Une photo de M. Bourassa, souriant, était posée tout près. Sa femme Andrée et ses deux enfants, François et Michèle, sont restés jusqu'à tard en soirée pour recevoir les condoléances des hommes politiques comme des simples citoyens. Adversaires comme alliés, tous

visiblement émus, se sont souvenus d'un homme de tolérance, ami du compromis. « Ce que je retiens de lui? La tolérance, la patience. C'est des vertus qui ne s'acquièrent pas du jour au lendemain en politique », a déclaré à son entrée le premier ministre Bouchard. « La politique, c'était sa vie », a souligné le premier ministre Jean Chrétien.

« Pendant des années, il m'a fait confiance. Il m'appuyait. Il me rassurait. »

Voir QUÉBEC en A2

■ Autres informations en page A7

Équité salariale: la ministre Harel a gagné

KATIA GAGNON
du bureau de La Presse, QUÉBEC

La ministre Louise Harel a gagné la bataille de l'équité salariale. Aucun amendement majeur ne viendra diluer la teneur du projet de loi déposé à la dernière session parlementaire, si ce n'est qu'un court délai supplémentaire d'un an a été concédé aux entreprises pour l'application de l'équité.

De plusieurs sources sûres, La Presse a appris que seuls des amendements mineurs au projet de loi ont reçu la sanction du Conseil des ministres. Le premier ministre Bouchard l'aurait notamment confirmé au comité national d'action politique des femmes du Parti québécois, lors d'une rencontre la semaine dernière.

Ces amendements seront cependant déposés, en vue d'une dernière commission parlementaire pour l'étude approfondie du projet de loi, seulement après le sommet socio-économique de la fin d'octobre.

Les entreprises québécoises, qui s'opposaient farouchement à l'équité salariale, et les ministres « économiques » du cabinet, Bernard Landry et Rita Dionne-Marsolais en tête, qui avaient également exprimé des réserves importantes, ont donc perdu leur pari.

Bonne joueuse, la ministre Harel a toutefois consenti à remodeler certaines des exigences de son projet de loi en fonction du vœu des



Louise Harel

entreprises. « Certains irritants ont été enlevés, pour le patronat, dans

Voir ÉQUITÉ en A2

Le Kennedy poids plume

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale, NEW YORK

En voyant passer le cercueil de son père, l'enfant, haut comme trois pommes, avait effectué le salut militaire, portant la main droite à sa tempe. Au cœur d'une tragédie nationale, le geste spontané du fils de John F. Kennedy avait charmé un peuple en deuil.

Trente-trois ans plus tard, John F. Kennedy Jr. — John-John pour les intimes — continue de fasciner les Américains, comme tous les membres de la famille mythique des États-Unis. Son récent mariage, célébré dans l'intimité mais commenté dans tous les médias et dans tous les milieux, en témoigne.

Mais cette fascination n'a plus rien à voir avec l'idéalisme qui a longtemps nourri le mythe Kennedy. Les Américains savent bien que le président martyr n'était pas le



La Presse
à
NEW YORK

millions dépensés lors de la vente aux enchères des « reliques » de Jacqueline Kennedy Onassis.

Ce qui est toutefois remarquable, dans le cas de John F. Kennedy Jr., c'est qu'il est à la fois la victime et le promoteur de ce culte. Avec des résultats qui sont parfois affligeants.

Vivre à New York, faut-il

Voir LE KENNEDY en A2

saint de la légende. Et leur attachement au clan Kennedy n'est plus qu'une autre manifestation morbide du culte qu'ils vouent aux célébrités. Qu'on pense aux 34,5



Enfin la neige!

L'avant-première de la saison hivernale avait lieu hier à Mont Saint-Sauveur, où une cinquantaine de mordus de la planche à neige s'en sont donné à cœur joie, grâce au travail nocturne des canons à neige, dans la nuit de vendredi à samedi. Des centaines de visiteurs attirés par les derniers coloris d'automne ont pu assister aux prouesses des jeunes surfeurs des neiges, plus en forme que jamais.

PHOTO CHRISTIAN GUAY, La Presse

INDEX

Annnonces classées
- Index C6
- Immobilier C6, C7
- Marchandises C7, C8
- Emplois C8
- Automobile C9, C10

- Affaires A6
Arts et spectacles B6 à B10
- Horaire spectacles B8
- Télé-horaire B8
Bandes dessinées C7

Décès C11
Génies en herbe B11
Êtes-vous observateur C9
Horoscope C9
La jeune presse A9
Le bridge C11

Le monde A9, A10, A11
Loteries A2
Politique A4
Mots croisés B11
Sciences B11, B12
Têtes d'affiche C5

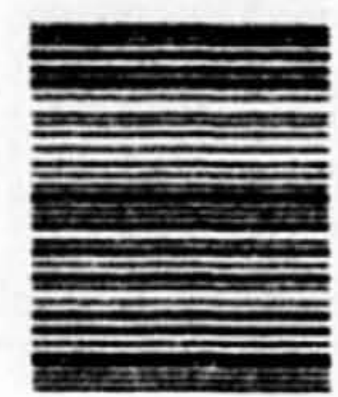
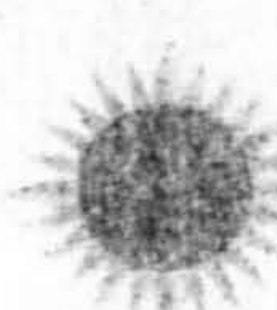
Tabloid Sports
- Ronald King S5

SANTÉ

Vache folle: la maladie suscite de vives inquiétudes
- Cahier C

MÉTÉO

Ensoleillé, passages nuageux en après-midi
Max. 18, min. 2
Cahier Sports, page 16



6 21924 98765 1

GERMAIN LARIVIÈRE
4060, boul. Laurier, Sainte-Rosalie
(sortie 138 de l'autoroute 20)
1 800 363-1336 • 866-8691
Sainte-Rosalie Montréal
LIVRAISON GRATUITE. OUVERT TOUTS LES DIMANCHES DE 10 H À 12 H

100% MAYTAG 100%
GARANTIE de REMBOURSEMENT à 100% sur LAVEUSES ET SÈCHEUSES
ESSAYEZ VOTRE -NOUVELLE- LAVEUSE OU SÈCHEUSE MAYTAG PENDANT 40 JOURS... SI VOUS N'ÊTES PAS SATISFAIT À 100% - NOUS LA RACHÈTERONS!

Une première mondiale!
Agitateur vertical géant
Peut laver des charges 33% plus grosses

Suites de la une

Équité salariale: la ministre Harel a gagné

ÉQUITÉ / Suite de la page A1

le processus d'application de l'équité », souligne-t-on.

La ministre concédera par exemple un an de plus aux entreprises pour implanter le programme d'équité, le temps de mettre sur pied la commission sur l'équité salariale qui sera chargée de faire appliquer la loi. « Le sablier » ne commencera donc à couler qu'après la mise sur pied de la commission.

Dans le projet de loi déposé au printemps, les entreprises avaient déjà jusqu'en l'an 2004 pour combler les écarts salariaux entre leur personnel féminin et masculin, soit quatre ans pour mettre sur pied un programme d'équité et quatre autres années pour l'appliquer.

Durant cette première année de fonctionnement, la commission développera en fait des outils de comparaison d'emplois sur un modèle unique, qui pourront s'appliquer dans toutes les entreprises.

Les patrons n'auraient ainsi pas besoin de recourir massivement, comme ce fut le cas en Ontario, à des consultants en ressources humaines pour appliquer l'équité salariale à leurs employés. « Ça représentera des coûts et des tracasseries en moins pour les entreprises », dit-on.

Pour éviter d'indisposer le patronat québécois à la veille du sommet socio-économique où on sollicitera leur collaboration pour créer des emplois, Mme Harel reporte toutefois le dépôt des amendements, qui devaient,

au départ, être rendus publics au début d'octobre.

Au bureau de la ministre, on évoque plutôt des problèmes d'horaire pour justifier ce report. Mme Harel consacra une bonne partie du mois d'octobre à une commission parlementaire sur la Régie des rentes.

Les amendements seront donc plutôt déposés pendant les deux premières semaines de novembre, pour être finalement adoptés avant Noël: la loi sur l'équité salariale sera donc en vigueur au moment où l'avait promis le premier ministre Bouchard.

Québec se souvient

QUÉBEC / Suite de la page A1

surait. Nous sommes devenus beaucoup plus proches au cours des trois dernières années, il était un support important pour moi », a témoigné son successeur à la tête du Parti libéral, Daniel Johnson.

Plusieurs des ministres qui ont servi sous Robert Bourassa ont tenu à venir saluer une dernière fois celui que plusieurs considéraient comme leur mentor. Raymond Garneau, Claude Ryan, Marc-Yvan Côté, Lise Bacon, Paul Gobeil, André Vallerand, Michel Pagé, Lawrence Cannon, Sam Elkas, étaient notamment présents.

Ceux qui furent ses conseillers les plus proches, Jean-Claude Rivest, Sylvie Godin, Clément Patenaude et Pierre Bibeau, entre autres, étaient également à Québec, de même que les ministres fédéraux Marcel Massé et Lucienne Robillard.

Lise Bacon, qui fut sa vice-première ministre pendant des années et qui l'a même remplacé à la tête du Québec pendant les semaines où il est allé recevoir des soins aux États-Unis, était étreinte par l'émotion, incapable de s'adresser aux journalistes.

Certains se sont rappelés des moments partagés avec Robert Bourassa, qui ont marqué leur vie de façon indélébile. L'ancien premier ministre ne parlait jamais de sa maladie, se souvient Jean-Claude Rivest. Une seule fois, le premier ministre lui avait demandé de le suivre sur le toit du bunker parce qu'il avait quelque chose à lui dire. « Fi-

nalement, la conversation avait dévié. Nous n'en avons jamais parlé ».

Le député de Nelligan, Russell Williams, se rappelle avoir été « stupéfié et comblé » quand Robert Bourassa a choisi de faire son entrée en Chambre avec lui alors même que M. Williams et d'autres députés anglophones s'apprêtaient à voter contre la loi 150 post-Meech.

Sam Elkas, ancien ministre des Transports, raconte comment, alors qu'il venait de s'asseoir à son siège de ministre, Robert Bourassa l'avait félicité au sortir d'une période de questions particulièrement difficile. « Je n'ai pas répondu aux questions », se disait, découragé, Sam Elkas. « C'est exactement ce qu'il faut faire », avait rétorqué M. Bourassa, le sourire aux lèvres.

D'autres ministres se souvenaient plutôt de l'extraordinaire capacité d'écoute de l'ancien premier ministre: il pouvait passer deux heures à écouter ses députés, lors d'un caucus, sans jamais intervenir. « Sa capacité de concilier les extrêmes à l'intérieur du parti était étonnante », observe Marc-Yvan Côté. « Il savait ce qu'il voulait, mais ne l'imposait jamais », acquiesce Claude Ryan.

En début de soirée, près de trois cents personnes se sont massées aux portes de l'Assemblée nationale pour saluer une dernière fois « celui qui fut un des grands hommes du Québec », croit Diane Duval, qui avait tenu à ce que ses trois enfants, Mélissa, Sébastien et Vanessa, comprennent bien l'importance du moment.



Accompagnée de son fils, sa fille et sa bru, Mme Andrée Bourassa s'apprête à entrer dans le Parlement pour y recevoir dignitaires et citoyens.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Le Kennedy poids plume

LE KENNEDY / Suite de la page A1

d'abord préciser, c'est être constamment bombardé de potins concernant la vie de John-John. Dans une ville où les paparazzis pullulent, le fameux rejeton ne peut fréquenter un restaurant ou une boîte de nuit sans retrouver sa photo le lendemain dans le *New York Post* ou le *Daily News*.

Les photographes new-yorkais s'en donnent d'autant plus à cœur joie que John-John a toujours eu le don de s'entourer de femmes séduisantes — Daryl Hannah, Madonna, Sharon Stone, la liste est longue. Ils le poursuivent même en vacances, où il est invariablement photographié, émergeant de la mer, le torse nu et ruisselant. C'est à l'occasion de la publication d'une photo du genre que le *Post* lui a trouvé un surnom qui est resté: « The Hunk ». Le beau mâle.

Traqué dans sa vie privée, John-John l'a aussi été dans sa vie professionnelle. Avec

un malin plaisir, à la fin des années 80, les journalistes ont commenté ses deux échecs à l'examen du barreau de l'État de New York. En apprenant les résultats d'un de ces examens, le *Post* n'avait pu résister à une alliteration méchante, titrant à la une: « The Hunk Flunks ». Le beau mâle se fait recalier.

Comment ne pas sympathiser avec John-John?

La politique comme divertissement

La question est cependant devenue un peu plus compliquée depuis que Junior a fait son entrée officielle dans le monde des adultes en devenant éditeur du magazine *George*, en septembre 1995. C'est un peu comme si Lucien Bouchard devenait rédacteur en chef de la *Gazette* ou du *Globe & Mail*: bizarre.

Car *George* s'inspire de la même stratégie médiatique qui a transformé la vie de son éditeur en cirque perpétuel. On y traite de politique, mais en la rabaisant au niveau du divertissement. Dès le premier numéro, le ton était donné: page couverture, on retrou-

vait le mannequin Cindy Crawford déguisée en George Washington, le nombril à l'air. À l'intérieur, on pouvait lire un article de Madonna sur le thème « Si j'étais présidente... », de même qu'une entrevue de Crawford avec le designer Isaac Mizrahi sur le look de Hillary Clinton.

En lançant le magazine, John-John avait expliqué qu'il voulait traiter de la politique « comme un autre aspect de la pop culture ». Et c'est en se pliant à ce noble objectif qu'il a publié récemment à la une de son magazine une photo de l'actrice Drew Barrymore déguisée en Marilyn Monroe, une des conquêtes de son père. Sa pauvre mère a dû se retourner dans sa tombe.

Un bel avenir

Inconscient ou cynique, John-John est de son temps. Récemment, le *National Enquirer*, un hebdomadaire à sensation, a annoncé qu'il ouvrirait un bureau à Washington, plaçant ainsi la Maison-Blanche sur le même pied que Hollywood.

Remarquez qu'il n'y a rien de l'étonnant. Quand Bill Clinton accepte de parler publiquement de ses préférences en matière de sous-vêtements, comme il l'a fait en 1992 au réseau MTV, il ne compromet pas seulement sa dignité, mais celle de sa fonction.

Dans cet univers où les politiciens sont confondus avec les célébrités, il faut reconnaître que John F. Kennedy Jr. a un très bel avenir devant lui. Et son mariage avec Carolyn Bessette, une belle et grande blonde de 30 ans, ne peut que contribuer à son succès.

Avant de se consacrer à temps plein à la préparation de son mariage avec John-John, Carolyn a travaillé comme publiciste pour le designer Calvin Klein. Son expertise en matière de relations publiques n'a sans doute rien à voir avec l'amour que lui porte son mari. Mais cette expertise nous ramène quand même à la source du mythe Kennedy, ce triomphe de l'image sur la réalité.

Et John-John n'est pas homme à rejeter cet héritage.

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi et dimanche de 7 h à midi
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100
Annonces classées : 285-7111
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes Annonces
Détailants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Annonces classées : 285-6900

La Presse est publiée par:
La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.
«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.



Code du jour
40-7

Dimanche, 6 octobre 1996

LOTÉRIES

La quotidienne
à trois chiffres : 0-2-5
à quatre chiffres : 5-8-2-2
6/49: 5-22-30-31-37-38 Compl. 23
avec extra: 260222

INSOLITE

L'État français mauvais payeur

Agence France-Presse PARIS

L'État français est le plus grand débiteur de la compagnie publique France Télécom qui doit être privatisée, avec 2,5 milliards de FF (500 millions de dollars) de factures impayées, selon la Cour des comptes, une institution indépendante chargée de contrôler les finances de l'État.

Dans leur rapport annuel 96 qui sera publié lundi, les magistrats de la Cour soulignent que ces impayés sont devenus « d'autant moins supportables » que France Télécom devient le 1er janvier 1997 une société anonyme et que la libéralisation du marché des télécommunications intervient début 1998.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Une première voiture sport en 21 ans

■ Lorsque les versions coupé et cabriolet de la nouvelle Jaguar XK8 ont été successivement dévoilées à Genève et New York le printemps dernier, c'était la première fois en 21 ans que la célèbre marque britannique proposait un nouveau coupé sport. En effet, la nouvelle version remplace la XJS qui avait elle-même remplacé la légendaire XKE en 1975. Et, a constaté notre collaborateur Denis Duquet, la XK8 a fait peau neuve et est vraiment la première Jaguar constituée d'éléments nouveaux depuis belle lurette. La chronique « Auto-rétro » est également consacrée à une voiture britannique, en l'occurrence une A.C. Bristol 1959.

QUESTION DU JOUR

Le service
InfoBref Bell

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

Les autorités canadiennes devraient-elles être plus vigilantes afin de contrer le trafic d'immigrants clandestins qui se fait via Akwesasne?

Les états généraux sur l'éducation veulent sortir la religion des écoles québécoises. Êtes-vous d'accord avec cette démarche? À cette question posée hier, le pourcentage des réponses a été:

Oui: 36%
Non: 64%



La Presse

Amateurs de Mots Croisés...



La supergrille d'automne est de retour dès le 13 octobre 1996

100 gagnants mériteront le Dictionnaire de synonymes et contraires, de la série Les Usuels du Robert et le fameux t-shirt «J'ai réussi».

DICTIONNAIRES LE ROBERT

La Presse

Montréal métro

L'EXPRESS DU MATIN



Rues fermées

■ En raison des funérailles de l'ex-premier ministre Robert Bourassa, qui se tiendront demain après-midi à la basilique Notre-Dame, plusieurs rues environnantes seront fermées à la circulation automobile. À compter de 4 h, la place d'Armes, la rue Notre-Dame entre les rues Saint-François-Xavier et le boulevard Saint-Laurent, seront fermées aux automobilistes. À partir de 9 h, le quadrilatère délimité par les rues Notre-Dame, Saint-Jacques, McGill et Saint-Laurent sera bouclé, de même que les rues de l'Hôpital, Saint-François-Xavier, au nord de la rue Saint-Paul, et Saint-Sulpice, au nord de la rue Saint-Paul. Les rues McGill et Saint-Laurent demeureront toutefois ouvertes.

Réseau de vol d'autos

■ Une perquisition effectuée en début d'après-midi hier sur la route 158 à Sainte-Sophie, au nord est de Saint-Jérôme, dans les Laurentides, a permis aux policiers de la Sûreté du Québec de retrouver des automobiles ainsi que des pièces d'autos volées dans la région de Montréal et en Ontario pour une valeur de près d'un million de dollars. Peu après l'heure du lunch, les enquêteurs de l'unité des crimes contre la propriété de la SQ ont fait irruption à l'intérieur d'un entrepôt situé au 2475 route 158. À cet endroit, les agents ont découvert six véhicules complets, dont quelques-uns étaient accidentés.

École fermée

■ Ce n'est vraisemblablement pas avant le lendemain de la fête de l'Action de Grâce, soit le 15 octobre, que les cours reprendront normalement à l'école secondaire Gérard-Filion à Longueuil. C'est une défectuosité électrique survenue le 29 septembre entraînant l'explosion d'un transformateur contenant des BPC est à l'origine de la fermeture de l'école. Il semble qu'il faille plus de temps que prévu aux experts afin de terminer l'analyse des tests et pour procéder au nettoyage de la zone contaminée. Toutefois, les élèves qui fréquentent le BAC reprendront leurs activités, dès lundi, le 7 octobre, à l'école Jacques-Rousseau, au 444, boulevard de Gentilly Est.

Finance et universités

■ Quelque 250 délégués de toutes les universités de la province discutent financièrement, en fin de semaine, à Montréal, à la première édition du Sommet universitaire. Professeurs, étudiants et personnel de soutien échangeront plus précisément sur les effets des compressions budgétaires sur l'enseignement universitaire. La diminution des sommes réservées aux universités oblige notamment les professeurs à solliciter les entreprises privées pour financer leurs recherches. Selon la Fédération québécoise des professeurs d'université, cette pratique nuit à l'enseignement. L'organisme estime que le financement des universités n'est pas une dépense, mais un investissement.

Portée disparue

■ La Sûreté du Québec recherche actuellement une résidente de Saint-Placide âgée de 30 ans, Darla Hogan, qui est portée disparue par sa famille depuis le 13 septembre. Elle aurait été vue pour la dernière fois une semaine auparavant, dans un club de danseuses de London, en Ontario. La femme, qui mesure 1,70 m et pèse 70 kilos, travaillait sous le nom de « Bambi ».

Lutte à finir contre une bactérie à Valleyfield

MARC THIBODEAU

Six nouveaux cas de patients colonisés par une bactérie résistante aux antibiotiques ont été relevés à la fin de la semaine au centre hospitalier régional du Suroit, à Salaberry-de-Valleyfield, où la direction affirme malgré tout avoir le phénomène bien en main.

« Ces patients sont traités dans des pièces isolées afin d'éviter que d'autres personnes ne soient touchées », a expliqué hier à *La Presse* le Dr Patrice Vigeant, un microbiologiste-infectiologue de l'institution qui agit comme porte-parole dans ce dossier.

En incluant les cas les plus récents, le nombre total de patients de l'établissement touchés à ce jour par la bactérie en question — l'entérocoque multirésistant — est de neuf.

Des prélèvements ont été réalisés sur l'ensemble des quelque 300 patients de l'hôpital cette semaine afin d'identifier toutes les personnes atteintes. Les résultats pour le tiers de ces tests n'étaient toujours pas connus en fin de journée hier.

Au dire du Dr Vigeant, la situation n'a strictement rien de dramatique puisque cette forme d'entérocoque, qui apparaît pour la première fois au Québec après avoir été découverte dans trois provinces canadiennes en 1995, n'est pas « du tout » virulente. Dans la majorité des cas, les personnes atteintes ne ressentent, dit-il, aucun inconfort.

Le spécialiste a cependant indiqué que des patients dont le système de défense est grandement affaibli — par exemple à l'issue d'une difficile opération chirurgicale — peuvent développer en raison de la présence de la bactérie des infections urinaires ou sanguines.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Le personnel traitant du centre hospitalier régional du Suroit, à Salaberry-de-Valleyfield, multiplie les précautions afin d'enrayer la transmission d'une bactérie résistante aux antibiotiques.

Afin d'éviter que des patients très vulnérables ne soient colonisés par la bactérie, l'hôpital a décidé d'entrée de jeu de jouer de prudence en isolant les personnes déjà touchées. Celles-ci, a précisé le médecin, peuvent cependant retourner chez eux, quand leur état le permet, sans poser de risque véritable pour leur famille.

Quelques précautions hygiéniques sont alors de mise puisque la bactérie se transmet principalement par contact direct ou indirect avec

les selles du malade. À l'hôpital, le personnel soignant se munit en conséquence de gants en caoutchouc et de sarraus pour éviter tout contact inopiné.

En général, aucun traitement n'est retenu pour éliminer la bactérie, qui se loge au niveau des intestins à l'instar de la forme commune d'entérocoque, « présente chez 98 % de la population ».

Lorsque l'entérocoque multirésistant entraîne une infection, indique le Dr Vigeant, les médecins

québécois peuvent faire appel, en obtenant plusieurs autorisations spéciales, à un produit disponible aux États-Unis, le Synercid, qui n'a pas encore passé toutes les étapes cliniques requises pour la commercialisation au Québec.

L'annonce de la présence de la bactérie a évidemment créé un certain émoi cette semaine au sein de l'établissement de Salaberry-de-Valleyfield. « On s'attendait à ce que la bactérie se manifeste prochainement au Québec. Mais on a jamais pensé que ce serait chez nous », a expliqué le Dr Vigeant.

La Presse, qui a visité l'hôpital hier, a pu constater de visu que les patients accueillent somme toute sans trop d'inquiétude la présence de la bactérie. Des feuillets visant à expliciter son impact leur ont d'ailleurs été distribués.

Le calme était également de mise du côté des employés. « La direction nous a assuré qu'il n'y avait pas de danger », a expliqué une préposée aux bénéficiaires, qui disait malgré tout avoir bien hâte que toute cette histoire soit terminée.

« Tout est sous contrôle », a résumé pour sa part le Dr Vigeant, qui chapeautera lundi une séance d'information pour le personnel en compagnie du Dr Gilles Delage, directeur du Laboratoire de santé publique du Québec. Les efforts se poursuivront d'ici là pour identifier comment la bactérie a été introduite au sein de l'hôpital.

La première patiente chez qui elle a été découverte au mois de septembre, une octogénaire, est finalement décédée d'une pneumonie qui, assure le Dr Vigeant, n'est « aucunement » liée à la bactérie. Deux autres personnes atteintes ont par ailleurs obtenues leur congé de l'hôpital et se portent bien.

Des hydravions indésirables au Mont-Tremblant

ÉRIC CLÉMENT

Plusieurs centaines de résidents de Mont-Tremblant, dont 30 propriétaires riverains du lac Ouimet, sont en guerre ouverte contre une société d'exploitation d'hydravions qui, selon eux, nuit à leur environnement et à leur sécurité.

La Presse est allée y voir de plus près, hier, et a constaté les nombreux décollages et atterrissages d'hydravions qui font faire des tours de dix minutes à des touristes de passage.

« Depuis deux ans, le problème a pris une ampleur considérable », se plaint Claude David, porte-parole de l'Association pour la protection du lac Ouimet. La société Wheel Air Aviation appelle ça des tours écologiques mais de 8 h à la fin de la journée, c'est un va-et-vient incessant d'appareils ».

M. David affirme qu'en moyenne, chaque jour, ce sont dix autobus qui viennent se garer au bord de la route 327, peu après le golf de Grey Rocks, pour amener les touristes à l'embarcadere de la société. Huguette Curtis, riveraine du lac Ouimet, estime aussi que les réservoirs d'essence (pour les hydravions), situés en bordure de la route, ne sont pas sécuritaires.

Une pétition de 350 noms a été

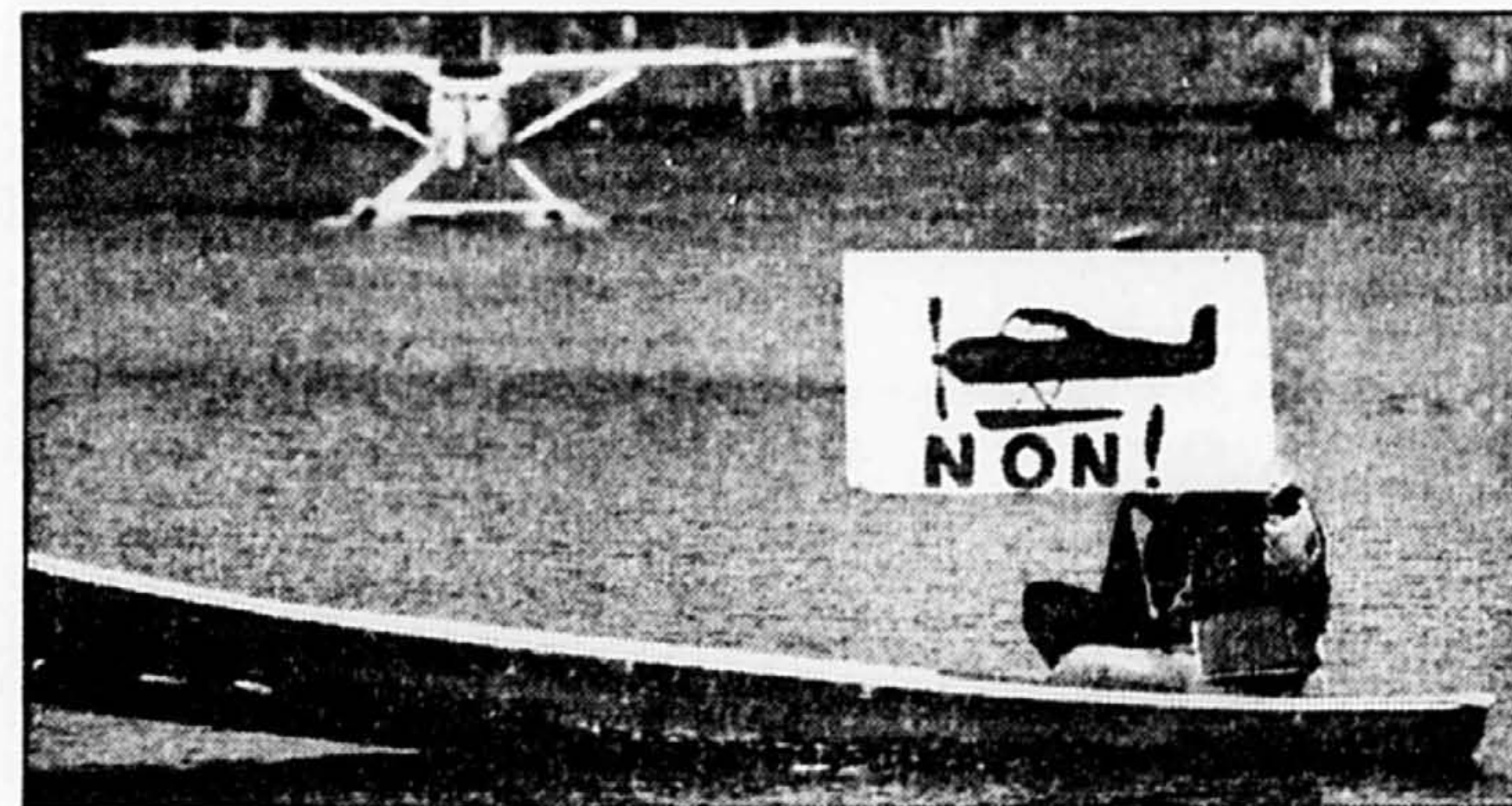


PHOTO CHRISTIAN GUAY, La Presse

Une cinquantaine de manifestants ont exprimé sur terre mais aussi en canots, hier après-midi au lac Ouimet, à Mont-Tremblant, leur opposition aux nombreux décollages et atterrissages d'hydravions sur ce lac voisin de leurs propriétés.

constituée. Carole Corbeil et Donald Lacasse ont, quant à eux, porté plainte à Transports Canada pour « manoeuvre dangereuse d'un hydravion » au-dessus de leur maison. « C'est la même chose pour d'autres personnes qui habitent près de chez nous mais ce sont des aînés et ils ont peur de se plaindre », disait Mme Corbeil.

La Ville de Mont-Tremblant a adopté une résolution soutenant les

citoyens mécontents. Mais la société privée a un permis d'exploitation de Transports Canada et les différentes pressions faites auprès d'Ottawa n'ont rien donné, regrette M. David. « Le ministre nous dit que cette activité est légale », dit-il.

Se tournant vers Québec, le ministère de l'Environnement et de la Faune (qui, selon M. David, a loué à Wheel Air Aviation, jusqu'en 2008, le terrain sur lequel se trouve

cette société) n'a pas voulu intervenir davantage.

De leur côté, les commerçants de Saint-Jovite sont favorables à cette activité car... elle est coordonnée avec une visite dans leurs commerces (un restaurant, un musée, une bijouterie, etc.).

Une des solutions serait que la municipalité rachète le bail du terrain occupé par la société privée. Une résolution en ce sens pourrait être présentée sous peu.

Mais Johanne Legault, propriétaire de la société privée, ne l'entend pas de cette oreille. « On a essayé d'en arriver à une entente avec eux, explique-t-elle. On proposait de limiter notre nombre de vols par jour mais il faut dire que l'automne nous fait vivre et que les retombées économiques pour la région sont importantes. Depuis 1940, il y a toujours eu de 12 à 15 vols par jour, ici. Quand on s'établit près d'une base d'hydravions, on sait ce qu'on fait. En plus, il n'y a jamais eu d'accidents. »

Parmi les touristes en visite au lac Ouimet, hier, Mme Terrat, de la Haute-Loire, en France, a fait remarquer que le Canada est « un bien beau pays ». Elle a ajouté qu'elle comprenait la préoccupation des citoyens mécontents. « J'aimerais pas qu'on fasse ça chez moi, à la campagne », a-t-elle dit.

Saisie d'un million de drogue vendue par téléphone

RAYMOND GERVAIS

Il est peut-être de plus en plus difficile de faire son épicerie par téléphone, mais il devient de plus en plus facile de se procurer de la cocaïne de la même façon...

La section des stupéfiants de la police de la Communauté urbaine de Montréal a réussi un beau coup de filet dans la nuit de vendredi à samedi, après avoir pris en filature un livreur de drogue et procédé à l'arrestation de six personnes, dont la tête dirigeante du réseau. Au moins quatre d'entre-elles seront accusées de trafic de stupéfiants.

C'est en composant un numéro

de téléavertisseur que les policiers ont remonté la filière jusqu'au distributeur.

Les agents ont mis la main sur une importante quantité de stupéfiants, dont de la cocaïne, de la marijuana, du haschisch, du crack et de l'héroïne pour une valeur totale de près d'un million de dollars sur le marché noir.

L'important réseau de vente opérant principalement dans l'ouest de l'île de Montréal, soit à Lasalle, Verdun, Ville-Émard et Côte-Saint-Paul.

Pris en filature, le livreur a, sans se douter, mené les policiers à plusieurs adresses.

Utilisant un chien pisteur, les agents ont d'abord découvert 107 gr de cocaïne au domicile du livreur, ainsi que 10 gr de marijuana au 1702, rue Allard, dans le quartier Ville-Émard. Un homme de 43 ans a été arrêté à cet endroit.

Une seconde perquisition au 1737, rue Clifford, soit à l'arrière de la première adresse, a permis aux enquêteurs de mettre la main sur 3630 gr de coke puis 100 gr de cannabis. À cet endroit, trois personnes ont été arrêtées, dont un homme de 40 ans soupçonné d'être le fournisseur.

Poursuivant leurs recherches, les

liemiers se sont ensuite rendus au 1746, rue Marie-Claire, à Lasalle, où ils ont saisi 508 gr de cocaïne, huit roches de crack, 1100 gr de haschisch et 284 gr de marijuana ainsi que de l'héroïne. Un homme de 43 ans et une femme âgée de 40 ans ont été appréhendés. Lors de la razzia policière, cinq enfants âgés de six à dix ans étaient sur les lieux.

Selon le sergent Bernard Lamothé de la police de la CUM, la drogue était facilement accessible aux enfants et se trouvait dans leur salle de jeu.

L'enquête se poursuit et d'autres arrestations sont à prévoir.

Opération



Défi EMPLOI

Vous cherchez un emploi ? Mercredi, dans le cahier Économie

PUBLICATION D'OFFRES D'EMPLOI

Une sélection des emplois disponibles dans les GUICHETS EMPLOI des Centre de ressources humaines du Canada.

UNE PRÉSENTATION DE

La Presse

ET DE SES PARTENAIRES

CKAC 730

Développement des ressources humaines Canada

Société québécoise de développement de la main-d'œuvre

Gouvernement du Québec

ENC 2590

Politique

La nomination de Pettigrew vise à atténuer les dissensions au sein du camp fédéraliste

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

En sautant sur l'occasion d'un remaniement ministériel forcé pour propulser Pierre Pettigrew aux commandes du vaste ministère du Développement des ressources humaines, Jean Chrétien admet qu'il a besoin d'un porteur de ballon plus performant au Québec.

Sa nomination confirme également que le premier ministre fédéral prend au sérieux les dissensions qui agitent le camp fédéraliste québécois et les risques que lui font

courir le désaveu de sa stratégie actuelle en matière d'unité canadienne par le chef du PLQ, Daniel Johnson.

L'accession de M. Pettigrew à un poste de premier plan du cabinet survient en effet alors que le camp fédéraliste québécois est encore secoué par la décision d'Ottawa de solliciter l'avis de la Cour suprême sur la légalité de la sécession du Québec. Aussi bien Jean Charest que Daniel Johnson ont reproché avec véhémence à Jean Chrétien de ne pas investir toute son énergie dans le renouvellement du fédéralisme.

Simultanément, dans un discours mercredi dernier, le premier ministre a proclamé que son message « ne passait pas au Québec. » Cette remarque touche au premier titre le ministre Stéphane Dion. Ce sont sur ses épaules que reposait

essentiellement depuis janvier dernier la diffusion du message fédéraliste en sol québécois. Mais force est de constater que ni les paroles du ministre Dion, ni les actes de son gouvernement ne correspondent aux attentes minimales de ses propres alliés au Québec.

La nomination de Pierre Pettigrew est taillée sur mesure pour tenter d'apaiser la tempête. Au sein du cabinet, le ministre est clairement identifié à la mouvance qui privilégie le changement par rapport au durcissement pour régler le contentieux Canada-Québec.



Pierre Pettigrew

Ancien conseiller de Claude Ryan, il est également proche du PLQ qui s'était mobilisé pour lui dans Papineau-Saint-Michel lors de l'élection partielle de l'hiver dernier.

Jusqu'à vendredi, Pierre Pettigrew était cantonné dans un poste dénué d'importance et de visibilité. A titre de ministre à la Coopération internationale, il passait davantage de temps à l'étranger qu'au Parlement fédéral. Ce sera tout le contraire dans ses nouvelles fonctions. Il hérite de la direction de la politique sociale canadienne au moment où les négociations avec le Québec sur la formation de la main-d'œuvre entrent dans une phase décisive et où s'entament avec les provinces des discussions cruciales sur une nouvelle répartition des responsabilités en matière de programmes sociaux.

Dans cette optique, les lettres de créances qui servent M. Pettigrew au Québec risquent fort de lui nuire autour de la table du cabinet où plusieurs ténors de Jean Chrétien soupçonnent tout projet qui aurait pour résultat un rôle fédéral plus effacé en matière sociale de s'inspirer d'impératifs strictement québécois.

La critique bloquiste Francine Lalonde note pour sa part que le ministre hérite de son portefeuille au moment où les compressions fédérales à l'assurance-emploi sont sur le point de frapper de plein fouet plusieurs régions du pays.

Enfin, sa nomination confirme une tendance troublante du premier ministre à envoyer un nouveau soldat québécois au front presque tous les six mois. Après les Massé, Robillard et Dion, c'est au tour de Pierre Pettigrew.

Le prochain Sommet doit être celui de la déréglementation

LAURIER CLOUTIER
envoyé spécial de La Presse
HULL

Le prochain Sommet économique doit être celui de la déréglementation, pour relancer l'économie et l'emploi.

Plusieurs conférenciers l'ont affirmé hier aux micros du congrès annuel de la Chambre de commerce du Québec, auquel participent ce week-end, à Hull, près de 300 personnes.

Pendant ces discours, le pharmacien Jean Coutu, devenu temporairement président du Chantier de l'emploi en vue du Sommet, prenait des notes. Il expliquera plus tard qu'il « ne faut blâmer personne pour le passé mais que Québec doit devenir plus jeune, donc plus mince ».

Les congressistes représentent

les 218 chambres régionales, avec 53 000 membres, et veulent « réinventer » le Québec. Pour y arriver, ils examineront par secteur déréglementations et privatisations, fusions de municipalités et allègements du fardeau des employeurs.

Le Sommet de la fin d'octobre risque ainsi de faire des étincelles. Les gens d'affaires tirent à droite alors que les syndicats semblent préférer la gauche (plus de règlements). Dans le cas du gouvernement : Ça dépend des jours, disait l'autre.

Le Québec ne peut éliminer son chômage avant de créer les entreprises qui lui font défaut et rentabiliser celles qu'il a, déclare Rodrigue Tremblay, professeur d'économie à l'Université de Montréal. Des études montrent que le Québec a 800 000 citoyens sans emploi mais aptes au travail, qu'il faudrait créer 80 000 PME (10 emplois chacune) pour les faire contribuer à l'économie.

Mais il faut être un héros pour créer une PME au Québec, dit le prof. Il faut obtenir un minimum de 14 permis différents.

Rodrigue Tremblay a conseillé au gouvernement d'imiter l'État du Michigan qui, l'an dernier, a créé un emploi sur cinq aux États-Unis. Pour y arriver, le Michigan a mis sur pied l'Office of Regulatory Reform, avec mandat d'éliminer la paperasse et 1000 règlements par année.

Jean Coutu n'est pas contre. Le président du Chantier de l'emploi a fait le tour du Québec : « pour réussir, il faut être délinquant », lui a-t-on dit. « Il faut repenser les conventions collectives, réinventer la roue, remettre le Québec au travail ».

« Les gouvernements, dont celui du Québec, n'ont pas du tout une politique d'emploi, mais de revenus élevés, camouflée derrière des incantations officielles » du contraire, dit le prof Tremblay. Par les

taxes et les règlements qui se multiplient toujours, Québec « pousse les entreprises à automatiser » et à licencier des employés.

Jean-Luc Landry, président des gestionnaires de fonds Bolton Tremblay et de l'Association des économistes québécois, déclare que le coût des charges sociales tombe directement sur le dos des entreprises. Avec le libre-échange et la déréglementation mondiale, les entreprises ne peuvent hausser impunément leurs prix et doivent rogner dans leurs profits et les emplois.

Il ne faut pas se faire de cachettes, Jean-Luc Landry précise que le gouvernement taxe les moins mobiles : d'abord les... travailleurs, ensuite les entreprises, avant les consommateurs qui peuvent s'approvisionner outre-frontières.

Québec n'a pas le choix, dit M. Landry : déréglementer, augmenter son efficacité de 20 % ou taxer 25 % de plus que ses partenaires

d'affaires, l'Ontario et les États-Unis. Le gouvernement continue à voter 10 000 pages de règlements par année, dit Yvon Marcoux, premier vice-président de Proviso.

On évalue le coût de la réglementation aux États-Unis à 680 milliards par année et on fait marche arrière. Résultat : le chômage baisse à 5 %, un peu comme en Nouvelle-Zélande et en Grande-Bretagne. Robert Tessier, président canadien de GEC Alstom, active dans 26 pays, note « une corrélation parfaite » entre le chômage, la rigidité des règlements et les charges sociales. Comme en Espagne, avec 22 % de chômage...

Mines antipersonnel : 50 pays veulent agir

Agence France-Presse
OTTAWA

Un nombre grandissant de pays ont marqué clairement une volonté politique d'interdire totalement à l'aube de l'an 2000 les mines antipersonnel lors de la conférence d'Ottawa qui s'est achevée hier soir.

Aux 47 pays venus à Ottawa avec l'objectif de définir une stratégie visant une interdiction totale, se sont finalement joints trois autres, la Bolivie, l'Iran et le Cambodge, pour approuver un plan d'action visant à parvenir dans les plus brefs délais à une interdiction totale des mines antipersonnel. Il y a un an, seulement 23 pays soutenaient publiquement cet objectif, selon la Croix-Rouge.

« C'est un signal très clair que ce

qui a été négocié à Genève en mai était nettement insuffisant », a déclaré à l'AFP un diplomate européen qui a requis l'anonymat.

Lors de la conférence de Genève, organisée en mai dernier par l'ONU pour réviser le protocole de 1980 concernant les mines antipersonnel, les représentants de 57 pays s'étaient simplement accordés sur une limitation de l'utilisation de ces armes. Le Canada, parmi d'autres, avait alors estimé que « de nouveaux progrès sont une question prioritaire ».

Ces 50 pays, dits du « Groupe d'Ottawa », auxquels se sont joints des observateurs représentant 24 autres pays et huit organismes internationaux et humanitaires, ont manifesté une volonté d'agir, si nécessaire, en dehors du cadre contraignant des Nations unies.

En bref

Milligan choisi

■ Le ministre Keith Milligan a été choisi hier pour succéder à la première ministre démissionnaire Catherine Callbeck, dans le cadre du



Keith Milligan

congrès de direction du Parti libéral de l'Île-du-Prince-Édouard. M. Milligan a été désigné chef du parti dès le premier tour de scrutin, grâce aux 2237 votes récoltés. Un autre ministre du cabinet, Wayne Cheverie, a terminé deuxième, avec 1836 votes. Ian (Tex) MacDonald, un ancien conservateur, n'a recueilli que 205 votes, alors que Daniel Mullen n'en avait que 51. M. Milligan, qui compte 16 années d'expérience à la législature de l'Île-du-Prince-Édouard même s'il n'est âgé que de 46 ans, occupe présentement le poste de ministre des Transports et des Travaux publics. Il devrait entrer en fonction comme premier ministre d'ici une semaine et pourrait tenir une élection générale dès l'automne.

Le « GO » privatisé ?

■ Le gouvernement ontarien songe à privatiser le réseau de transport

en commun du Toronto métropolitain (GO) et demanderait aux municipalités desservies par le service de subventionner à hauteur de 25 % les coûts d'exploitation, a indiqué le ministre des Transports, Al Palladini. « Je souhaite que le GO soit exploité comme une entreprise », a-t-il dit. « Le gouvernement serait encore impliqué mais c'est le secteur privé qui exploiterait en son nom la société. » Le réseau de trains de banlieue et d'autobus transporte 100 000 voyageurs chaque jour dans la grande région de Toronto.

Un délai pour la puce

■ Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes a retardé d'une année l'entrée en vigueur d'un système de filtrage des émissions de télévision contenant des scènes de violence au moyen d'une puce électronique, dite Puce-V. Selon la présidente du CRTC, Françoise Bertrand, l'industrie de la télévision a besoin de ce délai pour perfectionner ce concept inventé au Canada. Mme Bertrand a de plus indiqué que le délai permettra à l'industrie canadienne de la télévision d'harmoniser son système de codification des émissions avec celui des États-Unis, qui sera dévoilé au mois de février.

loto-québec

Banco

Tirage du 96-10-05

1 6 8 9 20

22 30 31 33 34

39 44 51 54 55

56 58 63 65 68

Numéro complémentaire: 23

5 22 30 31 37 38

Numéro complémentaire: 23

10 14 16 27 34 38

Numéro complémentaire: 30

MISE-TÔT 10 15 30 35

GAGNANTS 95

LOTS 526,30

Ventes totales: 4 156 480,00 \$

Prochain gros lot (approx.): 5 000 000,00 \$

Prochain tirage: 96-10-11

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le mode d'encasement des billets gagnants paraissent au verso des billets.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Quotidien

Tirage du 96-10-05

3 4

025 5822

GAGNANTS

LOTS

6/6 0 1 000 000,00 \$

5/6+ 0 13 940,40 \$

5/6 12 1 936,10 \$

4/6 778 55,70 \$

3/6 12 776 5 \$

Ventes totales: 559 945,00 \$

Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$

Extra

Tirage du 96-10-04

NUMÉRO: 556717

Extra

Tirage du 96-10-05

NUMÉRO: 260222

Extra

Tirage du 96-10-05

NUMÉRO: 260222

Extra

Tirage du 96-10-05

NUMÉRO: 260222

Extra

Tirage du 96-10-05

NUMÉRO: 260222

Un cadeau merveilleux



Icones par Rosette Mociornitza

(514) 656-0188

Les personnes qui ont une maladie mentale, les accepter, c'est fondamental.

Gouvernement du Québec
Ministère de la Santé
et des Services sociaux

À L'HÔTEL RUBY FOO'S

ENCHÈRES PUBLIQUES SANS RESTRICTION

PLUSIEURS ARTICLES DE GRANDES VALEURS SERONT VENDUS

SANS MISE À PRIX, SANS ENCHÈRE MINIMUM

CARPETTES ET TAPIS SAISIS, NON-ACQUITTÉS - EN DÉFAUT

DE PENSE, D'ASIE, D'ORIENT NEUFS EN SOIE ET EN LAINE, EN POIL DE CHAMEAU, ETC.

TOUS PAPIERS À LA MAIN, PLUSIEURS AUTRES TAPIS AUTHENTIQUES

D'IRAN, D'INDE, D'AFGHANISTAN AUXQUELS S'AJOUTENT

PLUSIEURS PIAGET, ROLEX, CARTIER, TAG HEUER, GENEVE, PLUSIEURS

RARES DIAMANTS, RUBIS, PERLES, SAPHIRS, OPALES, EMERALDES

BAGUES, BRACELETS, COLLIERES, BOUCLES D'OREILLES, ETC.

DE TRÈS GRANDE VALEUR

PLUSIEURS MONTRES EN OR DE 18 K ET DE DIAMANTS D'EXCELLENTE QUALITÉ POUR HOMMES ET FEMMES

ROLEX PRESIDENT, OYSTER, BURBANKER, JUBILEE, PIAGET POLO, CARTIER, TAG HEUER SPORT ETC.

EVALUÉS DE 1 100 \$ À 1 500 \$ PAR MONTRE

DATE: LE DIMANCHE, 6 OCTOBRE 1996 À 14 H PRÉCISES

INSPECTION PUBLIQUE À COMPTER DE 13 H

LIEU: HÔTEL RUBY FOO'S

7055, BOULEVARD DÉCARIE (ANGLE RUE PARÉ)

Chaque pièce est adéquatement étiquetée. Tous les droits et les taxes d'importation ont été acquittés sur ladite marchandise. Inscription adéquate requise des enchérisseurs à l'entrée. Certains articles peuvent être sujets à une mise à prix. Frais de manutention de 10% en sus. Méthode de paiement: comptant, chèques certifiés et carte de crédit. Federal Auction Service

1-800-344-9369. Non-affilié à aucun gouvernement.

Mes premiers pas



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

Dimanche dernier, j'étais au gala de l'après-midi des prix Gémeaux, assis dans le fond de la salle avec ma blonde. Sur la scène, Simon Durivage ouvre l'enveloppe : « Le Gémeaux pour le meilleur spécial humoristique est remis à... Bye Bye 95, Stéphane Laporte ! ». Dans ma tête, c'est le feu de foyer de TQS, une chanson de Kathleen, une plaidoirie de Guy Bertrand, bref le vide total. Je réalise que je dois me lever et aller le chercher. Et ce qu'il y a de plus difficile pour

moi, ce n'est pas d'écrire le Bye Bye, ni de lire les critiques le lendemain, c'est de marcher en étant conscient que tout le monde me regarde. Parce que je marche croche. C'est de naissance. Et plus je me sens regardé, plus je marche croche. Et plus je marche croche, plus je me sens regardé. C'est comme la saucisse. Un complexe, ce n'est pas simple. Ça vient de loin.

Enfant, j'étais espiègle et je courais partout, un petit kangourou avec des springs defectueux. Je courais tout croche, mais ça ne me faisait rien. C'est dans les yeux de ceux qui nous regardent qu'on se voit. Et comme je jouais avec mon grand frère qui m'aimait très fort, ce que je voyais de moi, dans ses yeux, était très beau. Puis à huit ans, je suis allé jouer au hockey intérieur dans une ligue organisée. Et durant la période de réchauffement, un joueur de l'autre équipe s'amusa à me faire tomber. C'était pas très compliqué, j'étais aussi facile à faire chuter que le dollar canadien. J'avais le cœur de Mario Tremblay, la précision de Steve Shutt mais autant d'équilibre qu'Olivier Guimond en gars chaud.

Il a bien dû me faire tomber une dizaine de fois, en éclatant de rire. C'est son bâton qui m'enfermait mais c'est son regard qui me faisait mal. Dans ses yeux, je voyais qu'il ne comprenait pas pourquoi je marchais comme ça, et ça lui faisait peur. Alors il me jetait à terre.

Quand je suis rentré à pied après la partie, j'ai senti que tous les gens dans la rue me regardaient comme lui. C'était peut-être pas vrai, mais c'est ce que j'ai senti. À partir de ce jour-là, c'est devenu un peu plus difficile pour moi de faire les premiers pas. Faut toujours que je voie une lumière dans les yeux de quelqu'un, comme une auto qui attend la lumière verte. C'est si fort un regard, que lorsqu'on le pose sur quelqu'un, il faut le faire en douceur, pour ne pas l'écraser.

Quand je suis avec ma blonde ou avec André-Philippe, j'ai l'impression de marcher avec l'aisance de Claudia Schiffer. Mais mettez-moi devant deux étrangers, et Claudia Schiffer devient l'Homme de fer. J'avance carre, Laporte se barre ! C'est pas de leur faute, c'est de la mienne. Faut juste que j'en revienne, que je leur laisse le temps de

me connaître, que j'apprenne à avancer même si c'est jaune. Même si dans leur regard, y'a comme un doute. Mais c'est mon réflexe ou ma défense ; je fige. Alors imaginez-là, il faut que je marche devant les caméras de RDI, le réseau des catastrophes. Des plans pour que je tombe !

Simon Durivage attend toujours que quelqu'un vienne chercher le prix avec un x, parce que le pris avec un s (c'est moi) ne bouge pas ! Pris dans le sens de poigne. Je vois l'escalier sans rampe qui mène à la scène et je sais que ça ne sera pas évident de le monter tout seul. Ma blonde me tend son bras. Dans ses yeux, il y a plein de lumières. Je me lève. Mais le temps d'arriver devant la scène, Marie Perreault, la directrice des variétés de Radio-Canada, est déjà au podium : « J'accepte ce trophée au nom de Stéphane Laporte... »

Je reste en retrait. C'est alors que des gens me reconnaissent et crient : « Y'est là ! Y'est là ! ». Marie se retourne vers moi, elle me sourit et m'invite à venir la rejoindre. Le monde applaudit. Ça aide. En serrant très fort la main de ma blonde, je monte l'escalier et je tra-

verse la scène comme Donovan Bailey doublant un Américain. C'est peut-être pas vrai, mais c'est ce que je sens. À la télé, ça devait être autre chose ! J'embrasse Marie, je remercie toute l'équipe du Bye Bye, et je termine en disant : « Dans la vie pour avancer, on a besoin des autres ». C'est peu, mais sinon c'aurait été trop long. Sortie côté jardin.

J'aurais jamais réussi à me rendre sur la scène sans ma Denise. Physiquement oui, mais la peur aurait bloqué mes jambes. La peur de ne pas plaire. C'est sur son amour que je me suis appuyé, beaucoup plus que sur son bras. Et ça a marché ! Le sourire de Marie, les applaudissements des gens, tous ces regards étaient doux. Personne n'est venu me faire tomber. Merci. Je suis sûrement le seul récipiendaire de Gémeaux, dont le plus grand bonheur n'est pas de l'avoir gagné, mais d'avoir été capable d'aller le chercher ! Un petit pas pour l'homme, un pas de géant pour moi.

Et pour continuer sur cet élan, à tous les dimanches, grâce à cette chronique, si vous le permettez, j'irai vers vous.

Brigitte Bardot : ma vie, mes hommes

Quand l'actrice française la plus célèbre dit tout

Vingt-trois années après ses adieux au cinéma, BB rompt le silence. Dans ses Mémoires, en vente au Québec depuis le début du mois, elle dit absolument tout. Avec la franchise et l'insolence qu'on lui connaît, elle parle de ses joies, des drames qu'elle a vécus, des hommes qui ont compté dans sa vie, de ses passions. Elle a reçu Le Figaro et a accepté de se livrer au jeu des questions-réponses avec une simplicité et une honnêteté stupéfiantes.

LE FIGARO — Ce livre, c'est vraiment vous qui l'avez écrit ?

Brigitte BARDOT — Bien sûr, j'ai mis 21 ans à le finir. C'est drôlement long, 21 ans ! J'ai commencé à l'âge de 40 ans : le 28 septembre, j'aurai 62 ans !

— Qu'est-ce que c'est ? Un journal intime ou des Mémoires ?

— Je me suis replongée dans mes souvenirs. Mais ce n'est pas un livre littéraire. Entre le moment où je l'ai commencé et le point final, il y a eu de longues interruptions, parfois de cinq ans, parfois de trois ans.

— Des le départ, c'était un livre qui était destiné à être publié ?

— En fait, c'est un livre que je voulais publier après ma mort. Je voulais laisser un témoignage sur mon existence.

— Pourquoi ?

— On a écrit tellement de conneries sur moi ! Des gens qui ne m'avaient jamais vue m'ont décrit comme s'ils vivaient avec moi vingt-quatre heures sur vingt-quatre ! J'en avais marre de lire des mensonges sur ma vie. D'ailleurs, à la fin, je ne voulais même plus lire ces ragots... Alors, je me suis dit, je vais raconter moi-même ma vie, sans fausse pudeur et en toute franchise, comme ça je serai sûre que ce sera la vérité.

— À quel moment l'avez-vous écrit ?

— La nuit, pour être tranquille. Pour plonger dans ma mémoire, j'avais besoin d'un silence total. Il fallait que j'aie l'esprit libre. Si j'étais préoccupée par quelque chose, je ne pouvais pas retrouver les détails, les odeurs... Les odeurs c'est très important pour moi, les détails aussi.

— Dans le livre, vous écrivez : « La folie qui entourait ma personne me semblait irréelle. Je ne comprenais pas bien pourquoi moi. Cette vie de star, je n'y étais pas préparée. » Comment devient-on Brigitte Bardot ?

— J'ai toujours été loin de tout cela, même au faite de ma gloire. J'ai toujours été comme je suis maintenant, me forçant à faire des choses qui m'enquiquinaient, ou qui m'é... carrément !

— Je n'ai jamais vraiment compris ce qui m'arrivait et je n'en ai jamais vraiment profité. En fin de compte, être une star ne présente que des inconvénients.

— Lesquels ?

— Les journalistes et photographes par exemple : je ne pouvais bouger, tout ce que je disais était déformé, tout ce que je faisais était monté en épingle.

— Mais si c'était à refaire vous le referiez ?

— Je ne sais pas. Si c'était à refaire je le referais ou je ne le referais pas. Je m'en fous.

— Tout de même, il n'y a pas que des inconvénients à être Brigitte Bardot...

— C'est vrai. Ce fut une existence unique. Mais on ne peut pas dire que ce fut une vie heureuse. Le bonheur n'était pas dans le pré.

— Vous n'avez pas été heureuse ?

— Qui ne veut pas être heureux ! Tout le monde veut l'être. Mais le bonheur, c'est planplan et ça finit par être casse-pieds. Alors, on vit des moments intenses, et après on doit payer l'addition. On n'échappe pas à la détresse qui suit les grands bonheurs. Ça n'est pas planplan, mais c'est drôlement fatigant.

— En fait, ce dont vous ne vouliez pas, c'était une vie planplan...

— Pour rien au monde, je ne voulais pas d'une vie planplan.

— Quitte à la payer un certain prix. Dans votre livre, il y a des tentatives de suicide toutes les cent pages. Vous vous coupez les veines, vous ouvrez le gaz, gardénal, imménocet...

— Cela dit, maintenant j'ai une vie plus planplan... Je suis plus heureuse aujourd'hui avec ma vie planplan que si je devais cavalier dans les boîtes de nuit, les palaces et tout le toutim, avec cent photographes à mes trousses et une horde d'admirateurs qui me demandent des autographes. Je n'ai plus la santé ! (rires)

— Si vous n'aimiez pas cette vie, pourquoi l'avez-vous acceptée pendant tant d'années ?

— Je l'ai fait parce que j'ai été jetée là-dedans, à mon corps défendant. Comment voulez-vous qu'on sache à 20 ans ce qu'on va devenir ? Je ne savais pas que je serais « la » Brigitte Bardot. J'ai fait seize films avant « Dieu créa la femme ». J'ai appris sur le tas, comme tout le monde je me suis fait incendier par des maquilleuses, insulté par des réalisateurs, tout ce fourbi d'acteur !

Quand j'ai eu la chance de faire « Et Dieu créa la femme », j'étais heureuse, je pensais que c'était l'aboutissement. En fait ce n'était que le commencement !

— Donc les choses sont arrivées

comme ça, vous avez pris la vie telle qu'elle se présentait...

— J'ai parfois provoqué les choses. Je ne suis pas passive ! Mais, à certains moments, je ne pouvais pas faire autrement, je prenais ce qui se présentait.

— Vous dites à la fin du livre : « J'ai été bernée, manipulée, abusée. » Pourtant, vous avez accepté de l'être pendant des années...

— Comment ça, je l'ai accepté ? Bien sûr que non. Tout s'est fait malgré moi. Je fais confiance, je suis naïve et j'ai un côté imbecile. Malheureusement, mon expérience de l'existence ne m'a rien apporté. Ni dans mes relations personnelles ni dans les affaires ! Je me suis fait rouler, je ne vous dis pas !

Comme je suis honnête, je ne peux pas

— Vous parlez de votre naïveté. Est-ce que ce n'est pas un peu exagéré ?

— Disons que je suis naïve mais lucide.

— Tout de même, vous racontez au début du livre que Vadim vous avait fait croire que les rats pondaient des oeufs...

— Aujourd'hui, on ne peut plus me raconter que les rats pondent des oeufs. Je connais mon métier de défenseur des animaux... (Rires.)

— Après avoir lu votre livre, on vous trouve plutôt lucide...

— Non, j'ai encore la même naïveté. Ça ne m'empêche pas d'être lucide, et pourtant j'ai vécu des expériences effrayantes. Il y a trois semaines, j'ai été encore trahie !

Toute ma vie, ce sera comme ça, parce que j'ai un côté gamine qui ne changera pas.

— Cela dit, il n'y a pas que le côté tragique de votre vie, il y a aussi des moments de bonheur...

— Je suis excessive dans la détresse comme dans la joie. Lorsqu'il y a des moments de bonheur, j'en profite intensément, je m'en délecte. Ça n'arrive pas souvent.

— Le fait d'avoir été comme vous dites « diabolisée », « jugée à tort et à travers », « descendue en flammes par les bien-pensants et les mal-lunés », c'est quelque chose qui vous a poursuivie tout au long de votre vie...

— Avec moi, ce sera toujours le meilleur ou le pire, l'amour ou la haine. Les gens m'aiment ou me détestent. C'est pourquoi, j'ai été diabolisée, on a dit n'importe quoi sur moi, que je représentais le diable au Vatican. J'ai été traitée de salope, de putain, de gourgandine, de tout ce qu'on veut...

— Vous avez beaucoup aimé. L'amitié passe avant l'amour, ou après ?

— Il n'y a pas d'amour-amitié. Il y a l'amour ou l'amitié.

— Vous avez aimé Trintignant, Gainsbourg, Sacha Distel, Gunther Sachs, Warren Beatty, Nino Ferrer, Sami Frey... Quelle relation entreteniez-vous avec ceux que vous avez aimés ?

— Lorsque c'est fini, je ne vois plus les gens que j'ai aimés.

— Pourquoi ?

— Parce que la passion est une chose extraordinaire. Lorsque l'amour est mort, on n'a pas le droit de lui donner l'amour. L'amitié est une amoune, par rapport à l'amour-passion.

— Vous êtes une amoureuse de la passion ?

— Oui, j'aime les relations intenses, fulgurantes. Il faut que ça brûle. L'amour doit être passionné, mais l'amour-passion ne dure jamais. C'est pour cela que j'ai une vie remplie d'expériences amoureuses... À chaque fois que l'amour ne ressemblait plus à de la passion, je m'angoissais et je recherchais une passion ailleurs.

— « Je n'ai jamais été une actrice dans l'âme, ce que je préférais dans le cinéma c'était le soir quand le travail était fini. » Finalement, vous n'étiez pas faite pour le cinéma...

— Je ne suis pas une actrice, je ne suis pas quelqu'un qui interprète un rôle. Je suis incapable de jouer au théâtre, par exemple. Quand j'ai un rôle à jouer, je le vis. Je le vivais même tellement que je tombais amoureuse de mes partenaires dès la première scène d'amour !

C'est pour ça qu'un film comme « La Vérité » de Clouzot a été très destructeur pour moi, parce que j'ai pleinement vécu ce rôle de Dominique Marceau. Clouzot m'entraînait dans des gouffres de détresse, il voulait que je crache tout ce que j'avais de détresse. Ça s'est conclu par une réelle détresse qui s'est terminée en suicide !

Je m'investis totalement dans ce que je fais. Quand j'écrivais ce livre, il m'arrivait de tomber en larmes parce que je pensais à tout ce pathos que je traîne après moi...

— Vous parlez aussi de l'alcool dans le livre, vous racontez qu'en 1972 : « Je craquai et me mis à boire deux bouteilles de champagne et trois litres de vin rouge quotidiennement. » C'est fini aujourd'hui ?

— J'ai arrêté.

— Comment en étiez-vous arrivée là ?

— Quand on est ce que j'ai été, c'est-à-dire une des femmes les plus connues du monde, c'est inévitable. Que j'aie n'importe où, on me déroulait des tapis rouges sous les pieds. Quand j'arrivais quelque part, j'étais gâtée, constamment entourée. Je connais peu de femmes, à ce niveau de notoriété, qui ont pu, à part Garbo, dire du jour au lendemain, « j'arrête ». On est pris dans une espèce d'engrenage. Lorsqu'on arrête, on est pris de vertige, on se trouve devant un énorme vide. On n'a plus aucun but.

— Vous avez tout de même fini par tout laisser tomber...

— J'ai arrêté pour une seule raison, mais ma conversion ne s'est pas faite du jour au lendemain. J'ai mis des années avant d'y arriver. Je l'ai fait lentement, et j'ai appris ce que c'était la protection animale.

Ce n'est pas le tout de vouloir protéger les animaux et de s'appeler Brigitte Bardot. Au début, on dit « elle est bien mignonne », mais après on vous demande de retourner derrière la caméra.



imaginer que les autres soient malhonnêtes. J'ai été souvent roulée par des gens qui se disaient mes amis. Ou même par des gens qui ont été mes amants. Mais je n'ai jamais recherché ce type de relations...

— Qu'est-ce que vous a le plus blessée dans votre vie ?

— Tellement de choses m'ont blessée !

— Dans le livre, vous parlez d'amants qui vous trahissent, qui vous trompent, vous battent, vous utilisent...

— Les blessures les plus profondes ont toujours eu trait à des trahisons. C'est ce que je redoute le plus, la trahison d'amis ou de proches. Il n'y a rien de pire que l'on se serve de vous, que l'on vous utilise ! Je l'ai toujours été à mon insu, parce que je suis assez naïve.

La grande entrée d'automne de **La Presse**

C'est 15 000\$ en argent à gagner

Jusqu'au 22 novembre 1996 La Presse fera tirer six (6) lots de 2 500 \$ parmi tous ses abonnés(es).

Soyez du nombre !

Le prochain tirage aura lieu le vendredi 11 octobre 1996. La Presse publiera le nom du gagnant ou de la gagnante du deuxième lot de 2 500 \$ le samedi 12 octobre prochain.

Pour gagner il suffit d'être abonné(e) à La Presse.

Règlements du concours disponibles à La Presse.

Pour tout renseignement supplémentaire composez : Montréal : 285-6911 Extérieur de Montréal (sans frais) : Indicatif (514) : 1 800 361-8202 Indicatifs (418) - (613) - (819) : 1 800 361-7453

Jusqu'au 22 novembre 1996 La Presse fera tirer six (6) lots de 2 500 \$ parmi tous ses abonnés(es).

Soyez du nombre !

Le prochain tirage aura lieu le vendredi 11 octobre 1996. La Presse publiera le nom du gagnant ou de la gagnante du deuxième lot de 2 500 \$ le samedi 12 octobre prochain.

Pour gagner il suffit d'être abonné(e) à La Presse.

Règlements du concours disponibles à La Presse.

Pour tout renseignement supplémentaire composez : Montréal : 285-6911 Extérieur de Montréal (sans frais) : Indicatif (514) : 1 800 361-8202 Indicatifs (418) - (613) - (819) : 1 800 361-7453

Sous le signe des paparazzi

PARIS



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale

Le terme a été inventé par Fellini pendant le tournage de la *Dolce Vita*. On les voit en meute faire le pied de grue devant le palace où est descendue la star incarnée par Anita Ekberg, poursuivre des limousines en vespas, s'entre-tuer pour arriver les premiers sur un cadavre tout frais. On ne sait pas comment le nom a fait son apparition, mais il fonctionne dans toutes les langues : ce sont les paparazzi, autrement dit les voleurs professionnels de vie privée.

Ils « planquent » pendant 48 heures ou une semaine devant l'appartement que Marlon Brando a acheté à Paris en espérant que le monstre sacré fasse enfin une apparition. Ils se déguisent en bédouins à dos d'âne pour attraper une photo furtive de la fiancée de Hugh Grant au Maroc, et les seins nus. Entre

Londres, Paris, Rome, Monaco, ils forment une petite internationale — 200 ou 300 photographes, jeunes, sportifs et pas trop scrupuleux —, ce sont les aventuriers modernes du Nikon et du Leica.

Grâce à eux, on a vu le prince Charles faire le pitre à quatre pattes au cours d'un déjeuner privé, Lady Diana faire des exercices dans une salle de gymnastique, Sarah Ferguson seins nus sur une plage avec son avocat et amant. Leur plus grand titre de gloire : les photos, à la fin des années 60, de Jackie Onassis et Monsieur, nus dans leur île privée en Grèce. C'était l'oeuvre de photographes italiens en tenue de plongée, et qui avaient fait le guet à bord d'un petit sous-marin. Plus récemment, on a pu voir apparaître dans *Paris-Match* la photo de la fille naturelle de Mitterrand, sortant d'un restaurant parisien avec son père et, bien entendu, le mari athlétique de Stéphanie de Monaco, Daniel Ducruet (ancien garde du corps de profession) se livrer à des ébats fougueux au bord d'une piscine avec une strip-teaseuse belge.

Jusqu'à ces dernières années en France — comme au Québec — les journaux à potins se contentaient de broder des histoires à dormir debout à propos de personnalités connues (variétés, cinéma, sport, politique), mais à partir de photos prises le plus banalement du monde au cours d'événements mondains, dans la rue, à la sortie d'un spectacle. Ce qu'il y a de nouveau depuis quelques années, c'est l'irruption de ce nouveau style de re-

portage : le viol systématique de la vie privée, qui se pratiquait depuis longtemps et sur une grande échelle en Italie.

À tout seigneur tout honneur, c'est le magnat allemand de la presse « populaire », Axel Ganz, qui a lancé l'affaire Lù en France avec *Voici*, un hebdomadaire bon marché qui en deux ou trois ans a atteint le tirage de *Paris-Match*, et vend 800 000 exemplaires en moyenne.

Paris-Match, jusque-là, se spécialisait dans le reportage « intime-autorisé », négocié avec la personnalité en question, ou alors dans les images de scènes relativement anodines. Depuis l'irruption brutale de *Voici* dans le décor (et maintenant de deux autres magazines de Ganz, *Gala* et *VSD*), le jeu a changé de nature, et ce qu'on recherche exclusivement, c'est la photo-scandale, de qualité médiocre le plus souvent, mais prise dans l'intimité à l'insu de la personnalité en question : un photographe chanceux attrape ainsi Isabelle Adjani et Warren Beatty en amoureux à New York. Un autre, extrêmement patient, saisit les deux présentateurs-vedettes du journal télévisé de TF1 — Claire Chazal et Patrick Poivre d'Arvor — à la sortie de l'hôtel Raphaël à Paris, le matin bien entendu. La très lourde condamnation à des dommages et intérêts obtenue par les journalistes au titre d'atteinte à la vie privée n'a rien changé : désormais ces amendes sont intégrées aux prévisions budgétaires de *Voici* à concurrence de 10 %, et l'affaire reste bien juteuse.

L'objectif quasiment unique de cette chasse frénétique est vieux comme le monde : le sexe. Une personnalité connue et prise « à poil » ou presque est déjà un bon début : une photo de Patrick Bruel en maillot de bain et sur un bateau, prise d'hélicoptère et qui met en valeur quelques bourrelets, fera à elle seule une bonne page dans *Voici* et sera payée jusqu'à 100 000 \$ au photographe. Les photos de Claudia Schiffer, également sur un bateau, mais en bikini, et en compagnie innocente, vaut cinq ou dix fois moins. En monokini, cela redevient intéressant. En monokini et avec un nouvel amant, cela commence à valoir de l'or. Les paparazzi, dont l'armée campe en permanence pendant les mois d'été en quelques hauts lieux de villégiature méditerranéens — la plage des Lices à Saint-Tropez, les abords de telle plage privée, etc. — traquant inlassablement nudité et adultère. Un Robert de Niro en maillot de bain au club 55, c'est bien ; le même avec une nouvelle petite amie, et voilà la saison rentabilisée d'un seul coup, à condition d'avoir l'exclusivité, bien sûr. On a ainsi vu des clichés de l'insupportable Caroline de Monaco se négocier à 2 millions \$, ce qui était jusque là le record absolu dans le genre.

Ce tarif a sans doute été dépassé à la fin du mois d'août par un reportage qui concernait de nouveau la principauté de Monaco. On y voyait donc le fameux Daniel Ducruet, fils de poissonnier devenu prince consort d'opérette, au bord d'une piscine privée de Villefran-

che-sur-mer, pas loin de Monaco. Le reportage intégral, d'abord publié en Italie, ne cachait rien de l'anatomie du brave garçon, ni de la nature de ses activités avec la strip-teaseuse belge. Les photos étaient tellement détaillées — d'ailleurs accompagnées d'une vidéo, en vente en Italie — qu'on a rapidement conclu à un coup monté. C'était de toute évidence la belle Fili qui avait attiré Ducruet en ce lieu précis où le ou les photographes pouvaient opérer sans problème. Simple coup monté par le paparazzo lui-même, ou guet-apens de plus haut niveau, où la mafia italienne de Monaco aurait joué un rôle ? En tout cas l'affaire a occupé la France entière pendant deux bonnes semaines et opportunément égayé une rentrée morose.

L'affaire Ducruet-Stéphanie, d'ailleurs, n'est toujours pas terminée. Semaine après semaine, des clichés par ailleurs sans intérêt nous tiennent au courant des allées et venues et de la tristesse de la princesse — au supermarché, dans un jardin privé, etc. Et, cette semaine, *Paris-Match* vient de réussir un joli coup : de nouvelles photos de l'incorrigible Ducruet, à bord d'un bateau au large de Monaco, et se prélassant sur le pont avec ce qui passe pour être une nouvelle flamme. Ce Ducruet qui prétendait avoir la plus grande honte de son acte coupable, aurait ainsi récidivé sans même attendre que le scandale public s'apaise ! Tristesse et courroux de ce pauvre papa de prince Rainier ! Et suite du feuilleton la semaine prochaine.

La Brasserie Molson a été infiltrée par l'OTS !

ÉRIC CLÉMENT

Non seulement l'Ordre du Temple solaire avait donné des cours de gestion et de marketing au sein d'Hydro-Québec mais aussi à l'intérieur « d'établissements financiers » et de compagnies privées, dont la brasserie Molson du Canada, affirme

Hermann Delorme, un ex-adepte québécois de l'OTS, dont le livre « Crois et Meurs » sortira cette semaine.

Tout juste deux ans après la première tragédie de l'OTS, qui fit 53 morts en Suisse et à Morin Heights, les 4 et 5 octobre 1994, Hermann Delorme livre ses secrets et les enseignements qu'il a tirés de trois années passées au sein de la secte.

Dans le livre paru aux Éditions de la Paix, le courtier de Granby (arrêté par la SQ pour trafic d'armes au profit de l'OTS en 1993) raconte aussi combien l'OTS avait réussi à pénétrer jusque dans le tissu social et industriel du Québec, « sous le couvert d'une approche humaniste de l'homme et de l'entreprise ».

Les adeptes

« L'OTS et surtout l'ARCHS (l'Académie de recherche et de la connaissance des hautes sciences

fondée par le gourou Luc Joutet) ont recruté des adeptes pouvant exercer une influence dans la société, écrit-il à la page 170 de son livre. Ainsi, plusieurs cadres de l'énorme société québécoise, Hydro-Québec, ont été ciblés. En outre, plusieurs membres de l'OTS ont donné des cours de gestion et de marketing à l'intérieur d'Hydro-Québec et de compagnies comme la brasserie Molson du Canada. »

M. Delorme affirme ensuite que quelques adeptes ont ouvert la porte de la « nouvelle gestion » à d'au-

tres sociétés dont la philosophie correspondait à celle de l'OTS.

« Ils y ont donné, dans certains cas, une formation à tendance ésotérique, très souvent bien camouflée, écrit-il. D'autres adeptes ont occupé des positions importantes dans des établissements financiers, diverses entreprises et à différents niveaux des gouvernements. Avec quelques recherches, je suis sûr qu'on découvrirait la même infiltration de l'Ordre en Europe et dans d'autres pays où l'OTS est implanté. »

Selon Hermann Delorme, déjà au printemps 93, Jean-Pierre Vinet, le cadre d'Hydro-Québec décédé lors du premier massacre, tout comme Luc Joutet, savaient très bien que « leur temps sur cette terre s'achevait, car leur décision de « partir » était prise depuis plusieurs mois ».

Emprise

Delorme décrit Vinet comme sous l'emprise totale de Joutet. Après le procès pour trafic d'armes, le 30 juin 93, Delorme se plaint à Vinet d'avoir été floué dans cette histoire. Vinet se défend et ajoute : « Sais-tu qu'avant notre arrestation flottait un nuage noir au-dessus du Québec et qu'après, il s'est dissipé ? »

Le 5 juillet 1994, quand Delorme rencontre de nouveau Vinet, ce dernier lui raconte qu'il portait sa croix de Templier lors de son arrestation : « Lorsque je me suis déshabillé pour la fouille à nu, avant d'être conduit en cellule, ma croix s'est matérialisée, dit Vinet. Elle est réapparue quand je me suis rhabillé. Les policiers n'ont rien vu »...

Delorme raconte que Vinet lui disait que Di Mambro était « l'énergie pure » incarnée dans un corps physique, et que le chef de l'OTS aurait pu... électrocuter l'épouse de Jean-Pierre Vinet s'il n'avait pas « couper son courant » le jour où il l'avait serrée dans ses bras ! Président de l'ARCHS en 1991, Delorme a quitté l'OTS en 1992 et tout contact avec l'ARCHS en mars 1993.

DERNIÈRE SEMAINE POUR ÉCONOMISER CHEZ SEARS

SUR MOQUETTE 'MANSIONS'



Rabais 40%

PLUS, RECEVEZ EN PRIME UN EXCELLENT SOUS-TAPIS

Moquette à velours coupé et texturé en nylon BCF traité Résistache**. Choix de 20 coloris.

Mansions I texturé. 36 oz¹. N° 13801. Sears ord. 39,99 ver. ca. Maintenant...23,99 ver. ca. (28,69 m²)

Mansions II texturé. 45 oz¹. N° 13802. Sears ord. 49,99 ver. ca. Maintenant...29,99 ver. ca. (35,86 m²)

Mansions III texturé. 55 oz¹. N° 13803. Sears ord. 59,99 ver. ca. Maintenant...35,99 ver. ca. (43,04 m²)

Mansions velouté ou designer. 45 oz¹. N° 13800/4. Sears ord. 54,99 ver. ca. Maintenant...32,99 ver. ca. (39,45 m²)

¹Poids avant rasage **Marque certifiée de E.I. DuPont de Nemours and Company

AVEC LA CARTE SEARS,

RIEN À PAYER AVANT MARS 1997 SUR MOQUETTE*

PAS D'ACOMPTÉ PAS D'INTERVENTION D'UN TIERS POUR LE CRÉDIT PAS D'ACHAT MINIMUM

Sur approbation du service du crédit, avec la carte Sears. 35\$ de frais de paiement différé. Offre en vigueur jusqu'au dimanche 13 octobre 1996.

Cette offre ne s'applique pas aux achats par catalogue ni aux articles soldés des Centres de liquidation. Détails en magasin. *Sauf tapis d'appoint

APPELEZ POUR UNE CONSULTATION À DOMICILE SANS OBLIGATION

OU PASSEZ AU MAGASIN SEARS LE PLUS PROCHE

1-800-625-0025

ÇA, C'EST SEARS AUJOURD'HUI

RÉCLAME EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 13 OCTOBRE 1996, dans les magasins Sears où l'offre est disponible.

SEARS
Attendez-vous à plus

Copyright 1996. Sears Canada Inc.



PROPOSITIONS
D'AFFAIRES

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

711

SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT AUX PME

712

FRANCHISE

713

ARGENT À PRÊTER OU DEMANDE

714

FRANCHISE

715

SERVICES FINANCIERS

716

AVIS

717

AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

718

FINANCEMENT TOUS GENRES

719

PRENEZ AVIS que la compagnie Technitrac inc. demande à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre

Robert Bourassa (1933-1996)

Son rêve inachevé : deux États associés dans une union économique

Jacques Noël, alors étudiant en sciences politiques à l'Université Laval, a obtenu en 1990 d'un de ses professeurs, qui n'était autre que Robert Bourassa, une entrevue dans laquelle l'ancien premier ministre lui livre toute sa pensée politique sur l'avenir du Québec et du Canada au sein d'une nouvelle fédération. Jacques Noël nous présente ci-après le contenu de cette entrevue.

JACQUES NOËL
collaborateur spéciale

En janvier 1979, Robert Bourassa rentre au Québec après deux années d'exil. En attente de la République, méprisé par l'intelligentsia québécoise, ignoré par l'establishment libéral, oublié par le nouveau chef Ryan qui n'a même pas mentionné son nom lors de son discours d'acceptation à la direction du parti, l'homme des 100 000 emplois ronge son frein à l'Université Laval.

Le département de sciences politiques vient de lui offrir un modeste poste de chargé de cours à 2500 \$ par session. Un cours de « Politiques économiques », donné auparavant par un certain Claude Morin.

Depuis son retour, les spéculations sur les nouvelles options constitutionnelles de Robert Bourassa sont nombreuses. On va même jusqu'à avancer l'hypothèse qu'il est converti à la souveraineté-association. Mais il existe encore une différence importante qui se situe au niveau de l'administration de l'union économique. « Il faut un Parlement fédéral élu au suffrage universel pour appuyer l'union économique. C'est la formule européenne qui me différencie essentiellement du Parti québécois. »

« En Europe, on fait l'union monétaire, et parce qu'on fait l'union monétaire en partie, on remplace l'Assemblée interparlementaire formée de députés nationaux par une Assemblée élue au suffrage universel. Alors que le PQ propose exactement le contraire : on fait l'union monétaire, mais on va remplacer le Parlement élu au suffrage par une Chambre interparlementaire de députés de Parlements nationaux. »

Déjà en 1967, il avait failli suivre René Lévesque lors du schisme libéral. Mais la question monétaire l'avait fait reculer. « Je crois qu'il aurait été possible pour le groupe de M. Lévesque de rester dans le Parti libéral. On aurait fait une bataille du diable en disant que c'est la formule de l'avenir, parce que l'union monétaire va être la formule de l'avenir. Mais avec un lien fédéral. »

En 1976, il avait essayé de défendre une troisième voie, s'appuyant sur la reconnaissance d'une souveraineté culturelle dans un nouveau Canada. Il avait même commencé à ébaucher des positions de négociations avec le Canada anglais.

« J'avais déjà commencé avec la Loi 22 et Radio-Québec. C'était la première étape vers la souveraineté culturelle. Mais j'avais des contraintes qui ne me permettaient pas d'aller aussi vite que je voulais. Négocier avec 300 000 employés et pris avec une menace d'annulation des Jeux olympiques, je ne pouvais pas aller plus vite. »

Pour Robert Bourassa, les intérêts du Québec sont divergents. Les intérêts économiques s'orientent vers le Canada, alors que « les intérêts culturels s'orientent vers Québec, surtout avec le taux d'assimilation galopante qui existe pour les francophones à l'extérieur du Québec. »

« La deuxième étape, c'aurait été une reconnaissance plus formelle des pouvoirs culturels du Québec dans une constitution. »

La question de... Laval

Pour le référendum qui s'annonce dans un an (mai 1980), où il sera ignoré par les ténors du Parti libéral, il risque une question hypothétique (devenue historique !) qu'il poserait « à leur place pour être sûr d'avoir un vote massif, un vote qui va mener à la confusion, à l'impasse. »

« Si c'est 45-55, d'un bord comme l'autre, c'est l'impasse. Si le PQ

gagne, Ottawa n'acceptera pas un vote comme celui-là. Ils vont dire que c'est à cause de la question. Si le PQ perd, ils vont dire : on va faire un autre référendum dans trois ans, on l'a manqué seulement par 5 %, ce sont les anglophones et patati patata. »

« S'ils veulent avoir un 75-25 ou 80-20, je pense qu'ils pourraient l'obtenir s'ils posaient une question comme par exemple : « Voulez-vous remplacer l'ordre constitutionnel existant, par deux États souverains associés dans une union économique, laquelle union serait comptable à un Parlement élu au suffrage universel ? »

« Donc, vous avez une souveraineté normale que vous négociez, et vous gardez le lien fédéral pour les questions économiques, un peu comme le Marché commun va avoir dans dix ans. Au lieu de perdre des années et des années à discuter et à négocier et à payer un coût économique très élevé. »

« À mon sens, avec une question comme celle-là, vous dites aux Québécois, vous avez la sécurité économique inscrite dans la constitution ou la quasi-constitution ou le traité, parce que vous avez un Parlement fédéral qui assure l'émancipation du peuple pour la sécurité économique, ce qui est de plus en plus nécessaire dans le monde contemporain ; et vous avez la pleine souveraineté culturelle externe et interne, qu'on a déjà largement en pratique, sauf dans les communications. On l'a pour l'immigration, la langue et l'éducation. Dans les affaires internationales, on a pas mal de manœuvre qui reste à inscrire dans des textes. »

Une souveraineté-association qui ressemble drôlement à la « souveraineté culturelle », mais je suis convaincu que dans quelques années, la formule qui va exister au Canada, c'est la formule dont j'ai parlé en février 71, c'est-à-dire une souveraineté socio-culturelle pleine avec un fédéralisme économique. Je suis convaincu que ça va être le compromis canadien. »

C'est une prédiction ? « Oui, c'est une prédiction. »

Reculer les frontières

Si Robert Bourassa trouve normal que personne n'ait pris sa défense après la cuisante défaite de novembre 76, sa voix et ses yeux laissent percer une rare émotion lorsque je lui signale que Claude Ryan n'a pas mentionné une seule fois son nom lors de son discours d'investiture à la direction du Parti libéral.

« Je pense que ça aurait été habile de sa part de mentionner au moins celui qui a été premier ministre durant sept ans et qui avait fait des choses qui n'étaient plus contestées comme la Baie James. Il a décidé d'ignorer complètement mon travail. Je n'en ai aucune rancune parce qu'il était probablement logique avec lui-même. Ayant recommandé de voter pour le PQ, il n'allait pas faire l'éloge d'un gouvernement qu'il avait recommandé de battre. »

Il ne garde pas de rancune apparente non plus contre Pierre Elliot Trudeau qui l'a traité de « mangeur de hot-dogs ». « J'ai pensé qu'il ferait mieux de réagir avec dignité ». Il met sur « le stress causé par ses relations maritales tendues » les insultes de Trudeau. Quant à son coiffeur, sujet d'innombrables moqueries, il se compare à « De Gaulle qui avait besoin d'un aide de camp pour repasser ses chemises. »

Mais ses yeux brillent à nouveau et le politicien reprend vite le dessus sur l'homme lorsque je l'amène à la Baie James. « Avec ce projet, on recule les frontières du Québec, c'est la tradition de pionniers des Québécois, des Normands qu'on répète. »

Peu importe s'il a fallu bousculer les Amérindiens ? « C'était extrêmement difficile de négocier avec eux avant d'entreprendre les travaux. Si j'avais attendu une conclusion des négociations, le projet ne serait pas commencé actuellement. On parle de leadership, il y a des fois où il faut que le gouvernement prenne le taureau par les cornes. On en parlait depuis 1937. Hydro-Québec avait déjà dépensé 8 millions en études. On a ajouté 20 millions après la victoire (1970). Alors, j'ai dit il est temps. »



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Mme Bourassa accompagne la dépouille de son mari

Simon Bourassa, le petit-fils de l'ancien premier ministre Robert Bourassa, s'amuse sur le tapis du Salon rouge tout près du corps de son grand-père.

Le premier ministre du Québec Lucien Bouchard, accompagné de son épouse, Audrey Best, et du premier ministre canadien Jean Chrétien, se recueillent devant la tombe de Robert Bourassa.



Un homme qui donnait

L'auteur de ce texte a été président de la Commission-jeunesse du Parti libéral du Québec et de 1989 à 1991, membre du Comité Allaire sur la position constitutionnelle du PLQ après l'échec de l'accord du Lac Meech.

Monsieur Bourassa, Robert, merci...

Je me souviendrai toujours du profond respect humain qui l'animait. Ce respect pour les gens, pour les opinions.

Merci pour tous ces dimanches où tu es venu nous rejoindre, loin des caméras de télévision, pour prendre part aux discussions de notre groupe de jeunes. Il ne faisait

aucun doute que ce n'était ni le premier ministre du Québec, ni le chef du PLQ qui accomplissait sa tâche, mais plutôt un homme qui s'enrichissait de notre verve et de nos idéaux. Un homme qui partageait généreusement le fruit de son expérience, un homme qui donnait.

Merci pour tous ces appels de minuit où tu te préoccupais de savoir et de comprendre ce qu'un gars, du haut de ses vingt ans, pouvait bien penser des décisions politiques à prendre.

Merci pour ces batailles d'idées où tu as demandé à tes ministres de retourner à la table à dessin pour ainsi respecter les aspirations et les ambitions de ma génération.

Merci pour ces rencontres au 190 Maplewood. Tu m'as appris que la politique n'est pas une question

de stratégies et de décisions. C'est une question de réflexion sur la vie personnelle et sur la société. Après, et seulement après, il peut être question d'action politique. Tu m'as appris la différence entre un homme d'État et un politicien.

Bien sûr, tu le sais, je n'ai pas partagé ton avis sur toutes les décisions. J'ai même ragé pour une certaine. Merci de cette patience pour mon impatience.

Merci d'avoir inspiré le sens et l'esprit libéral qui veut créer la richesse pour ainsi mieux la partager.

Tu n'es plus. Nous sommes aujourd'hui meilleurs de tout ce que tu as su nous donner.

Je crois ton rêve réalisé.
MICHEL BISSONNETTE

La Presse

La Jeune Presse est une initiative du service de l'information de La Presse. Cette page paraît chaque dimanche, durant l'année scolaire. Son objectif est d'initier les adolescents à l'écriture journalistique en leur permettant de s'exprimer sur les divers sujets qui les intéressent. Le choix des thèmes et des chroniques est du ressort d'un comité de rédaction sous la direction de Alain de Repentigny, adjoint au directeur de l'information. Les élèves du cours secondaire et du cégep qui font de la photo sont également invités à participer à La Jeune Presse en communiquant avec M. de Repentigny. Téléphone : 285-7070 (télécopieur : 285-6808). Adresse : La Jeune Presse, 7 rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

INTERVIEW

Isabelle Boulay, une Gaspésienne à Paris



Photo André Forget, La Presse

La Gaspésienne Isabelle Boulay n'a pas perdu de temps pour prendre sa place dans l'univers artistique québécois. À 23 ans, la chanteuse s'est imposée en prêtant sa voix à la trame sonore de la télé-série *Alys Robi*, a lancé un premier disque en janvier dernier et est en nomination

dans deux catégories au Gala de l'ADISQ, dont celle de révélation de l'année! Émission attendue, *Alys Robi* fut l'élément déclencheur qui fit connaître la voix et le talent d'Isabelle Boulay à un large public. «J'ai été

extrêmement touchée d'être choisie pour un projet d'une telle envergure, mais j'étais aussi consciente de l'ampleur du défi, raconte Isabelle. Même si je ne connaissais pas vraiment le répertoire au moment de passer l'audition, je l'ai vite apprécié.»

Enregistré en quatre jours, l'album traduit une certaine spontanéité qui n'est pas étrangère à l'interprète. «Quand j'aime quelque chose, tout peut aller très vite», dit-elle.

Les vertus du cœur

Mais elle aime aussi prendre le temps de faire les choses. Son album solo, *Fallait pas*, fut élaboré pendant un an, en étroite collaboration avec Daniel DeSharme qui a écrit pour elle neuf des 11 chansons du disque. «Daniel a écrit des chansons dans lesquelles je me retrouve vraiment. Ce sont des pièces que j'aurais aimé écrire.» Le propos converge vers un thème majeur: la sensibilité de l'être humain. Cela peut certes sembler banal, voire redondant, mais pour Isabelle Boulay, c'est de cette capacité commune à tous de «ressentir» qu'il faut partir pour guérir certaines plaies de notre société. La détentrice d'un DEC en Lettres semble croire davantage aux vertus du cœur qu'aux principes clos pour faire avancer ce monde. Si seulement tout le monde pensait comme elle!

Cependant, malgré la sincérité profonde des textes de *Fallait pas*, la musique qui les accompagne n'est pas toujours à la hauteur. La critique a été très sévère sur ce plan, allant même jusqu'à qualifier le tout de «très linéaire» et d'«ennuyeux». S'il faut adoucir ces déclarations à l'emporte-pièce - certaines chansons sont fort belles -, on se doit d'admettre que certaines mélodies semblent aller nulle part. La voix chaude et riche d'Isabelle mérite un meilleur terrain de jeu. Néanmoins,

on sent le tout sincère: «L'album représente bien ce que nous vivions au moment où nous l'avons fait. Il n'y a pas de regret.»

Starmania

La dernière année fut fort chargée pour la jeune interprète. Alors qu'elle était à enregistrer son premier disque solo et que l'album-hommage à Alys Robi sortait, Luc Plamondon sollicitait les services d'Isabelle pour défendre le rôle de Marie-Jeanne dans la production parisienne de *Starmania*. «J'aime bien mon personnage de la serveuse automate qui, malgré ses nombreuses faiblesses, est lucide et veut sauver le monde du drame qui se passe sous ses yeux, explique-t-elle. Je me retrouve un peu en elle.»

Après une tournée québécoise estivale qui se terminait le 28 septembre au Studio-Théâtre du Maurier, Isabelle s'envole vers l'Europe pour reprendre son rôle dans *Starmania* et assurer la promotion de *Fallait pas*. Sa carrière est d'ailleurs bien partie sur le vieux continent avec l'obtention du Dial D'Or qui reconnaît en elle la révélation de l'année parmi 60 candidats français.

Jusqu'où iras-tu, Isabelle?

Sylvain Larocque
Collège Lionel-Groulx

ÉCHANGES

Un Danois à Montréal



Photo : Robert Mailoux, La Presse

Parachuté au Collège du Mont-Saint-Louis, le Danois Martin Axelsen se sert de son dictionnaire et de ses nouveaux amis francophones pour déchiffrer le contenu de ses cours.

ÉCHANGES

Le Projet Gabon: coopération et solidarité

A l'ère de la mondialisation des échanges économiques et culturels, certains pays d'Afrique ont décidé d'encourager des étudiants à venir acquérir leur savoir-faire ici, au Québec. Ainsi, plusieurs cégeps, en collaboration avec l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) et les pays étrangers impliqués, accueillent des étudiants africains dans le cadre de différents programmes de coopération internationale. Le cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu est celui qui gère le plus gros volume d'activités en Afrique. Le Projet Gabon, un petit pays de la côte ouest de l'Afrique, en plein sur l'équateur, est certainement le plus important.

Le but principal du Projet Gabon est de former des étudiants étrangers qui pourront mettre en œuvre leur savoir-faire en Afrique. De plus, les étudiants étrangers acquièrent ici une expérience d'intégration sociale qui leur permettra éventuellement de mieux s'adapter à différentes situations dans leur travail. Ce projet est divisé en deux sous-projets: le premier est un projet d'assistance à des établissements d'enseignement supérieur gabonais comme l'université Omar Bongo à Libreville. Environ 45 personnes-ressource par année collaborent à ce projet, le plus considérable du genre au Québec. Le deuxième consiste à encadrer les boursiers et les stagiaires gabonais, en veillant à ce que leur séjour au Québec se déroule

bien. Même après leurs études collégiales, le cégep s'occupe du bon déroulement des études universitaires, si les étudiants poursuivent leurs études au Canada. Environ 170 boursiers ou stagiaires gabonais répartis dans 22 institutions différentes font partie du deuxième projet.

Le Projet Gabon offre aussi un débouché intéressant aux étudiants en techniques du cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu qui viennent de compléter leurs études collégiales. En effet, ils ont la possibilité de travailler au Gabon en tant que «technicien volontaire» pour une période d'un an. Ce sont

surtout des techniciens en informatique et en électrotechnique. Ce programme a permis, entre autres, d'implanter le réseau Internet au Gabon.

Les programmes de coopération internationale sont de plus en plus populaires auprès des différents cégeps, et ce malgré les coupures dans le domaine de l'éducation au Québec. L'organisation Cégep international, qui travaille à la promotion des programmes de coopération internationale, regroupe jusqu'à maintenant 21 cégeps à travers toutes les régions du Québec. Cette coopération démontre à quel point le Québec contribue à la reconstruction de l'Afrique, continent largement négligé par le passé.

Dominic Samoisette
Collège de Saint-Jean-sur-Richelieu

Iundi matin, en arrivant à l'école, Martin Axelsen, un Danois de 16 ans fraîchement débarqué, est vite devenu la coqueluche de tout le monde au collège du Mont-Saint-Louis. Parlant déjà, outre sa langue maternelle, l'allemand et l'anglais, il est venu apprendre le français chez nous. Avec des sourires, la barrière des langues fut un peu plus facile à surmonter; c'est qu'il fallait lui faire visiter son nouvel environnement!

Martin vient de Glamsberg, une petite ville de 5000 habitants. Choc culturel donc, puisque Montréal est trois fois plus peuplée que la plus grosse ville du Danemark. De plus, ce Québécois «temporaire» avait une vision plus «poétique» du Québec: en effet, même s'il savait Montréal très peuplée, il imaginait un Québec rempli de forêts et de grands espaces. «J'ai hâte de voir la neige et d'essayer le ski!» a-t-il ajouté, en anglais bien sûr. D'ailleurs, il est plus facile de se débrouiller en anglais qu'il ne le pensait: «Je crois que j'apprendrai le français moins vite que les autres (qui sont à Québec) parce que tout le monde parle anglais à Montréal.»

Martin est pas mal au courant de la situation politique au Québec. Grâce à l'information transmise par AFS, l'organisme responsable de ce voyage de formation, mais surtout parce que la télévision danoise en a parlé.

Mais pourquoi avoir choisi le Québec comme terre d'accueil pour l'apprentissage du français? «Je voulais aller en France, mais toutes les places étaient prises», explique-t-il avec un sourire désolé. Pourquoi ne pas simplement prendre un cours de français dans son pays? «Mais parce que je n'apprendrai pas le français de la même manière!» affirme-t-il.

L'apprentissage de l'autonomie

Effectivement, cette méthode d'apprentissage est plutôt radicale: parachuté dans une école francophone, ne comprenant pas un mot ou presque de ce qui se dit dans la classe, Martin se sert de son dictionnaire et de ses nouveaux amis francophones pour déchiffrer le contenu des cours. L'éducation reçue au Danemark est selon lui plus axée sur le principe «d'apprendre à apprendre» aux étudiants, alors qu'ici nous apprenons plus de notions concrètes. «Nous apprenons à devenir plus indépendants», soutient-il. Son autonomie est aussi mise à rude épreuve puisque les participants ne

sont pas autorisés, en théorie, à voir leur famille au cours de leur séjour d'un an à l'étranger. «Maintenant, ça va, ça fait juste quelques semaines que je suis arrivé. Mais il paraît que c'est plus dur à Noël...», raconte Martin.

Durant son immersion, Martin est hébergé par les Bouthillier, une famille québécoise dont le fils Sébastien, devenu son ami, a 17 ans. «Ils sont très gentils», confie-t-il. Si le participant ne se sent pas bien dans une famille d'accueil, il peut demander un changement et AFS se chargera de le relocaliser. Ces familles s'occupent des voyageurs bénévolement; elles doivent obligatoirement fournir un lit et trois repas par jour au jeune. Martin devra

payer la moitié des 38 000 couronnes (environ 9500 dollars) que lui coûte le voyage, l'autre moitié étant payée par ses parents.

Cela prend une bonne dose de courage pour surmonter ses peurs et faire face à l'inconnu. «Ce qui me faisait peur, c'était que les gens ne veuillent pas de moi», explique Martin. Il n'a maintenant plus de crainte, s'étant fait de nouveaux amis à l'école qu'il fréquente. Souhaitons-lui un bon séjour en terre québécoise!

Myriam Berthelet
Collège du Mont-Saint-Louis

RÊVES

Pour les surfers...

Le 19 septembre dernier avait lieu le lancement officiel du site Internet du Regroupement des clubs-sciences du Québec. Conçu afin de promouvoir le loisir scientifique, ce site a pour but d'aider les différents clubs de sciences en leur offrant des ressources importantes par le biais de forums de discussion. Il permet aussi à ces clubs de sortir de leur isolement en se lançant des défis et en répondant aux requêtes que les autres clubs ont lancées.

Évidemment, ce site n'est pas réservé qu'aux scientifiques; vous pouvez y poser les questions qui vous torturent l'esprit, répondre aux requêtes ou tout simplement satisfaire votre curiosité. Vous êtes tentés? En voici l'adresse: <http://www.clubscience.qc.ca>
Jeanine Guindl

Inscription pour les Jeunes Entreprises

Il est temps pour les jeunes de cinquième secondaire et de la première année de cégep de

s'inscrire aux «Jeunes Entreprises». Ce programme, parrainé par des entreprises privées, regroupe des jeunes motivés et dynamiques ayant du temps et de l'énergie à donner pour fonder leur propre entreprise. Les participants acquièrent ainsi de l'expérience pratique dans plusieurs domaines tels l'administration de la compagnie, ses finances et le marketing. Un bon départ pour l'avenir! L'inscription se fait par l'intermédiaire de votre maison d'enseignement.
Myriam Berthelet

Monde

Arafat : une nouvelle chance pour la paix

d'après AFP
GAZA

Le président palestinien Yasser Arafat s'est félicité hier à Gaza que soit proposée « une nouvelle chance pour la paix » à l'occasion de l'ouverture aujourd'hui de négociations israélo-palestiniennes.

À son retour du sommet de Washington et d'une tournée en Europe et dans trois pays arabes, M. Arafat s'est réjoui des « soutiens arabe et européen à l'exigence palestinienne d'une application des accords conclus » avec Israël.

Environ 5000 Palestiniens s'étaient rassemblés à Gaza pour accueillir le chef de l'Autorité pa-

lestinienne qui a participé mardi et mercredi au sommet sur le Proche-Orient de Washington, puis s'est rendu au Maroc, en Tunisie, en Italie, en France et en Égypte avant de regagner Gaza. De la frontière égyptienne à Gaza, de nombreuses manifestations populaires ont accueilli le président palestinien qui devait présider dans la soirée une réunion conjointe du cabinet palestinien et du comité exécutif de l'OLP.

Décidées au sommet de Washington pour répondre à la flambée de violence de la fin septembre dans les territoires palestiniens (83 morts), les négociations sur l'application des accords d'autonomie s'ouvrent aujourd'hui à Erez, à la

frontière entre la bande de Gaza et Israël, sous l'égide d'une délégation américaine. Avant leur ouverture, le secrétaire d'État américain Warren Christopher doit rencontrer aujourd'hui le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Tel-Aviv puis M. Arafat à Gaza.

Hier au Caire, l'Égypte a conseillé à M. Arafat de refuser toute renégociation de l'accord d'extension de l'autonomie signé en septembre 1995. Les négociations « porteront sur l'application de l'accord et non sur une modification de cet accord », a indiqué le ministre égyptien des Affaires étrangères Amr Moussa, à l'issue d'un entretien de M. Arafat avec le président Hosni Moubarak.

Un Irlandais en Palestine

d'après AFP
DUBLIN

Le ministre irlandais des Affaires étrangères, Dick Spring, se rendra « le plus tôt possible au cours de la semaine à venir » au Proche-Orient, a annoncé hier le premier ministre irlandais, John Bruton, au cours d'une conférence de presse lors du sommet informel de l'Union européenne à Dublin.

Plusieurs participants au sommet ont souligné que la mission de M. Spring visait à favoriser la recherche de la paix entre les deux principaux protagonistes mais ne constituait pas une médiation. M. Spring effectuera le déplacement en qualité de président en exercice du conseil des ministres de l'UE pour porter un message aux Israéliens et aux Palestiniens « et offrir aux deux parties le soutien politique fort de l'UE », a ainsi déclaré M. Bruton.

La mission de M. Spring pourrait débuter mercredi, a-t-on indiqué auprès de la présidence irlandaise de l'UE. Le président français Jacques Chirac avait avancé la date de dimanche et le premier ministre

britannique John Major celle de lundi. « Les deux parties attendent quelque chose de nous », a expliqué le chef de la diplomatie belge, Eric Derycke. Sa déclaration visait à souligner qu'en dépêchant M. Spring dans la région, l'Union européenne n'entendait pas seulement répondre à une demande du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat pour une participation des Européens aux négociations israélo-palestiniennes d'Erez qui débutent aujourd'hui.

Il s'agit pour l'Union de rétablir un certain équilibre après une déclaration des Quinze, adoptée lundi dernier à Luxembourg, qui critiquait l'usage exagéré de la force par Israël. M. Derycke a estimé que « l'Union européenne avait alors perdu une partie de sa crédibilité » auprès d'Israël. Cette démarche ne vise « pas du tout à s'imposer, mais à adresser un message de l'Union » au premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et à M. Arafat et à « rester le cas échéant à leur disposition », a précisé le président Chirac. « Les progrès au Proche-Orient seront réalisés entre MM. Arafat et Netanyahu, ni l'Union ni person-

ne d'autre ne pourra les déterminer », a souligné M. Major.

Les participants au sommet sont, par ailleurs, tombés d'accord pour dépêcher un « envoyé spécial » après avoir acquis la certitude qu'un « rôle prolongé de l'Union européenne serait utile », a ajouté M. Bruton.

M. Spring exprimera à l'occasion de son déplacement au Proche-Orient « la vue très clairement partagée autour de la table » à Dublin, selon laquelle « il convient d'accélérer le processus de paix et d'éviter toute confrontation, afin d'offrir aux deux parties le soutien politique appuyé de l'Union européenne dans les efforts destinés à parvenir à un accord négocié le plus rapidement possible ».

Réunis en sommet à Dublin, les quinze chefs d'États et de gouvernements et leurs ministres des Affaires étrangères ont consacré une bonne partie de leurs discussions à étudier les possibilités d'une initiative au Proche-Orient.

M. Arafat avait exprimé vendredi soir à Paris le souhait de voir l'UE participer aux pourparlers d'Erez.

LE DÉBAT

Clinton se prépare à une surprise de la part de Dole

d'après AFP
CHAUTAUQUA

Le président démocrate Bill Clinton se préparait hier à une surprise de la part de son challenger républicain Bob Dole lors de leur premier duel télévisé de la campagne, qui aura lieu ce soir à 21 h sur toutes les grandes chaînes américaines.

« Je pense que oui », a répondu M. Clinton, auquel la presse demandait à Chautauqua, dans l'État de New York, où il se trouve depuis jeudi, s'il pensait que M. Dole aurait « une surprise » pour lui lors de ce débat d'Hartford, dans le Connecticut. Il a assuré que lui n'en aurait aucune pour son rival. « Le président s'attend bien sûr à une surprise », a renchéri son porte-parole, Michael McCurry, sans plus de détails. M. Dole, pour sa part, se préparait dans son appartement de Bal Harbour, en Floride.

À un mois du scrutin du 5 novembre, M. Clinton aborde ce premier grand rendez-vous avec une avance tellement importante dans les sondages que M. Dole a besoin, de l'avis des analystes, de le mettre clairement en difficulté devant plusieurs dizaines de millions de téléspectateurs pour pouvoir espérer réduire un écart situé entre 15 et 20 points dans les intentions de vote.

Retranché dans un hôtel de Chautauqua, une petite localité de quelques centaines d'habitants bâties autour d'un lac du même nom, M. Clinton cherche depuis jeudi à anticiper tous les arguments de M. Dole. Le sujet le plus épineux pour lui porte sur son intégrité et sa moralité, à propos des nombreuses affaires qui ont empoisonné sa présidence, de Whitewater — un investissement immobilier dans l'Arkansas qui a mal tourné — au scandale des fiches du FBI — l'obtention illicite par la Maison-Blanche des fiches

de police de quelque 900 Républicains — au Travelgate — le licenciement, en 1993 des sept employés du service de voyage de la présidence. Mais un assaut de M. Dole sur ce sujet est tellement attendu qu'il s'agirait en fait du contraire d'une surprise.

L'entourage présidentiel a aussi préparé son candidat à toute attaque dans le domaine de la lutte antidrogue. À la suite d'un rapport montrant une hausse de la consommation de drogue chez les adolescents, la campagne de M. Dole a, en effet, produit récemment une publicité télévisée rappelant aux Américains que le président avait admis, en 1992, avoir fumé du cannabis alors qu'il était étudiant et surtout qu'il avait plaisanté à ce sujet récemment.

Parmi les deux douzaines de conseillers qui accompagnaient M. Clinton dans cette tranquille localité proche de la frontière canadienne, la plupart sont des experts venus pour aider le candidat Clinton à « potasser » ses dossiers, de l'économie à la diplomatie en passant par la lutte contre la criminalité.

Mais la Maison-Blanche a aussi fait appel à un acteur de théâtre, Mike Sheehan, qui a aidé, dans le passé, plusieurs candidats démocrates à améliorer leur style. M. Clinton, qui a procédé vendredi soir à une deuxième répétition dans les conditions du débat avec pour « sparring partner », l'ancien sénateur démocrate George Mitchell dans le rôle de M. Dole, a affirmé hier être en progrès par rapport à la veille.

« J'ai fait mieux hier » (vendredi), a-t-il dit, estimant qu'il y avait peut-être eu match nul.

Autres informations
pages A10 et A11

dimanche

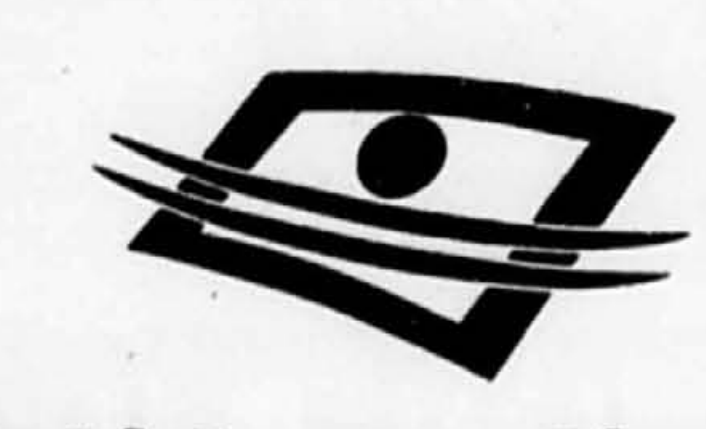
Commission Mongrain

18h30

Rediffusion jeudi 21h



La réforme de la santé est un sujet sensible. Dès qu'on y touche, le Québec fait une poussée de fièvre. La réforme de la santé passe devant la Commission Mongrain. C'est la nouvelle grande tribune où les décideurs exposent leurs actions devant un public qui demande des comptes. Jean-Luc Mongrain ne se contente ni de demi-réponses ni de demi-vérités. Le ministre Rochon sera là en personne.



Télé-Québec
VOYEZ LOIN

Câble 8: Montréal 17 • Québec 15 • Hull 30 • Chapeau 23 • Val D'Or 12 • Rouyn 8 • Rimouski 22 • Sherbrooke 24 • Sept-Îles 9 • Baie-Trinité 12 • Carleton 15 • Anse-aux-Gascons 32 • Percé 40 • Gaspé 35 • Grand-Fonds 31 • Câble 4: Trois-Rivières 45 • Câble 2: Chicoutimi 8

Le monde

BOSNIE

La stratégie de l'impasse

Charriée malgré elle de guerres ethnicistes en élections bâclées, la Bosnie-Herzégovine reste le laboratoire des Grandes Puissances déstabilisées par l'effondrement de Yalta et forcées à rechercher un nouvel équilibre dans l'Europe de l'après-guerre froide.



Jooneed Khan

Des voix autorisées crient au scandale, mais les résultats ont été dûment certifiés, et les États-Unis, superpuissance unique, et de plus en plus unilatéraliste, ont marqué un autre point en faisant suivre l'accord de Dayton par la plus *America-friendly* des issues possibles dans les circonstances.

En bref, le Musulman Alija Izetbegovic, leur protégé obligé, a pris la tête de la présidence tricephale du pays éclaté, et son parti, le SDA, a fini premier au Parlement « national ». Il est suivi au triumvirat du Serbe Momcilo Krasjnek et du Croate Kresimir Zubak, dont les partis SDS et HDZ remportent la part du lion de leurs électors respectifs, le SDS renforçant en outre son emprise sur une Republika srpska (RS) « purifiée ».

Prévus par les analystes et dénoncé par les observateurs, surtout européens, des groupes d'Helsinki et de Crise internationale (ICG), c'est la consécration des gains militaires des uns et des autres, la « légitimation » des partis de la guerre, le gel

de la partition *de facto* tracée à Dayton et gérée sur place par 52 000 soldats de l'IFOR, une OTAN « élargie » aux Russes et aux Européens de l'Est sous leadership US.

C'est donc l'impasse. Mais « les impasses peuvent aider un endroit comme la Bosnie », titrait le *New York Times* le 15 septembre. L'article, daté de l'ONU, avait pu au plus tard être écrit le 14, à l'heure où les 4000 bureaux de vote étaient encore ouverts à travers l'« endroit » bosniaque morcelé et ravagé par la guerre.

Mais pour le journal que beaucoup considèrent comme le plus proche des milieux officiels US, l'issue des élections était prédéterminée : une impasse, « un signe d'espoir », parce que « les impasses sont parfois des politiques en elles-mêmes », et « les plus malaisées des impasses donnent aux gens le temps de reprendre une vie normale et de rechercher des solutions plus permanentes ».

L'impasse postélectorale en Bosnie donne aussi du temps aux États-Unis pour remodeler l'OTAN selon leurs propres impératifs de superpuissance, d'en étendre les limites orientales jusqu'aux frontières d'une Russie dépendante, de refouler les velléités européennes d'une défense et d'une diplomatie indépendantes, et d'y atteler le monde arabo-musulman du flanc sud eurasiatique comme un partenaire junior captif.

Plus immédiatement, cette impasse conforte le président américain Bill Clinton dans sa quête de réélection car elle écarte, d'ici au 5 novembre au moins, toute menace



PHOTO REUTERS

Le président de la Serbie Slobodan Milosevic (à gauche) et son homologue bosniaque Alija Izetbegovic (à droite) ont eu cette semaine à Paris, en présence du président français Jacques Chirac, leur première rencontre depuis la guerre en Bosnie.

sur les 20 000 GIs qu'il a déployés en Bosnie contre l'avis de ses rivaux républicains. Et elle l'autorise à leur dire que le calendrier de Dayton suit son cours et que les élections promises en Bosnie ont pu avoir lieu grâce à la présence des *Boys*.

Mais tout aussi immédiatement, les ministres de la Défense de l'OTAN, réunis en Norvège, décidaient de préparer l'après-IFOR, dont le mandat expire le 20 décembre. Au milieu de tiraillements Amérique-Europe-Russie de plus en plus ouverts : William Perry a refusé de garantir une participation américaine à la nouvelle force ; Charles Millon a répété que si les États-Unis se retirent, la France fera de même ; Français et Allemands veulent y engager après le 20 décembre leur brigade commune de 5200 hommes, pensée comme laboratoire d'une défense européenne ;

et la Russie refuse que l'OTAN, dont l'élargissement vers l'Est suit un calendrier parallèle, profite de l'impasse bosniaque pour porter ses structures militaires jusqu'à ses frontières.

Ses adjoints ont admis « des erreurs d'ordinateurs, des problèmes de résultats doubles », voire l'ignorance de la taille exacte de l'électorat et du taux de participation, mais l'équipe de l'OSCE a fini par certifier les résultats annoncés prématurément par son patron américain, Robert Frowick.

Dans la foulée, Washington obtenait la première rencontre de la présidence tricephale à Sarajevo, levait à ses conditions les sanctions de l'ONU contre Belgrade, annonçait l'envoi d'une force de 5000 hommes pour « couvrir » jusqu'en mars 1997 le retrait des 20 000 GIs, et poussait à l'intégration des armées bosnienne et croate en promettant de leur livrer des chars et

des hélicoptères — au grand dam des Européens.

La démocratie, en Bosnie en tout cas, ne pèse pas lourd dans ce contexte. Frowick a mis le processus électoral au service des impératifs US d'« impasse ». Le fiasco de Mostar aidant, l'ICG et le Groupe d'Helsinki ont réussi à faire reporter les municipales, qui posent maintenant le prochain défi : pourrout-elles avoir lieu alors que l'IFOR se retire ? Et si elles ont lieu, les nouveaux élus pourrout-ils s'installer en zones « purifiées » sans relancer la guerre ?

L'impasse bosniaque est peut-être la moins mauvaise des options pour la stratégie US, mais elle a pour effet de briser l'élan du processus de Dayton. La mise en place de nouvelles institutions et le lancement de la reconstruction, propres à sauver l'unité du pays, sont désormais lourdement hypothéqués.

LE SOMMET DE WASHINGTON

Le triomphe miné de Netanyahu

JOONEED KHAN

Plus que Bill Clinton, qui s'est pavané en leader international devant les caméras dans les dernières foulées de la campagne américaine, c'est Benjamin Netanyahu qui a triomphé au Sommet convoqué d'urgence cette semaine à Washington pour remettre sur les rails le processus de paix au Proche-Orient, gravement menacé par la relance de l'Intifada.

Le jeune loup du Likoud, disciple de Begin et Shamir, n'a cédé sur rien : il refuse de fermer le tunnel asmonéen dont l'ouverture mit le feu aux poudres ; il refuse une date pour le redéploiement de l'armée israélienne à Hébron ; il veut même en renégocier les termes au nom de la sécurité des 400 colons juifs implantés autour de la sépulture des patriarches ; il maintient les blocus externe et interne des Territoires palestiniens, qu'il a placés sous la menace d'une écrasante puissance de feu et fait ceinturer de chars en prévision de nouvelles explosions de colère palestiniennes ; et il ne renie ni son refus d'un État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale ni son rejet du principe d'échanger « la terre contre la paix » sur lequel se fonde le processus de paix lancé en 1991 à Madrid.

L'idéologue d'Eretz Israël s'est montré pragmatique tout de même en acceptant l'invitation de Clinton, qui avait oeuvré pour sa défaite aux élections israéliennes de mai, et en se prêtant à un tête-à-tête et une poignée de main avec

Yasser Arafat, qu'il a appelé « mon partenaire et mon ami ».

Mais ces gestes étaient aussi dirigés vers l'importante diaspora juive des États-Unis, dont un influent secteur se méfie de lui, ayant beaucoup investi dans le processus de paix. Gestes calculés donc, tout comme son accord pour reprendre les négociations des demain avec les Palestiniens à Erez, près de Gaza, vise à éteindre leur colère, et à rassurer la majorité d'Israéliens qui pensent qu'il a commis une erreur en ouvrant le tunnel le long de l'Esplanade des mosquées à Jérusalem, surtout la moitié de l'électorat qui vota pour Shimon Peres et qui désormais manifeste pour la paix en craignant le pire.

La « victoire » de Netanyahu, claiornée par ses collègues du Likoud et ses coalisés intégristes, risque cependant de coûter cher à lui-même et à beaucoup de monde. « Netanyahu a joué avec le sort de l'État et personne ne sait combien paieront de leurs vies pour son pari », a dit Yossi Sarid, chef du parti pacifiste Meretz allié aux travaillistes. « C'est la fin d'Oslo, les craintes empirent », a commenté Ze'ev Schiff, expert de questions militaires et diplomatiques. Même le leader des colons, Pinhas Wallerstein, a déclaré : « Je suis très content, mais je suis aussi très inquiet. »

Le fait est qu'en ouvrant le tunnel, Netanyahu, qui a pris de court ses propres généraux, a en même temps fermé la porte à toute négociation qui vaille. Au stade actuel, l'Autorité palestinienne devrait être en train de négocier avec Israël le statut final des Territoires, y compris celui de Jérusalem-Est, tout en gérant la reconstruction. Netanyahu lui offre plutôt de renégocier le statut d'Hébron et refuse de parler de Jérusalem-Est. Cela dans un contexte de siège militaire où tout manque, l'argent, l'emploi, les vivres, les médicaments, les services publics, l'espace vital, les libertés et l'espoir d'une vie digne sur sa terre natale.

Les explosions peuvent venir de plusieurs côtés. L'Intifada armée contre laquelle ne cesse de mettre

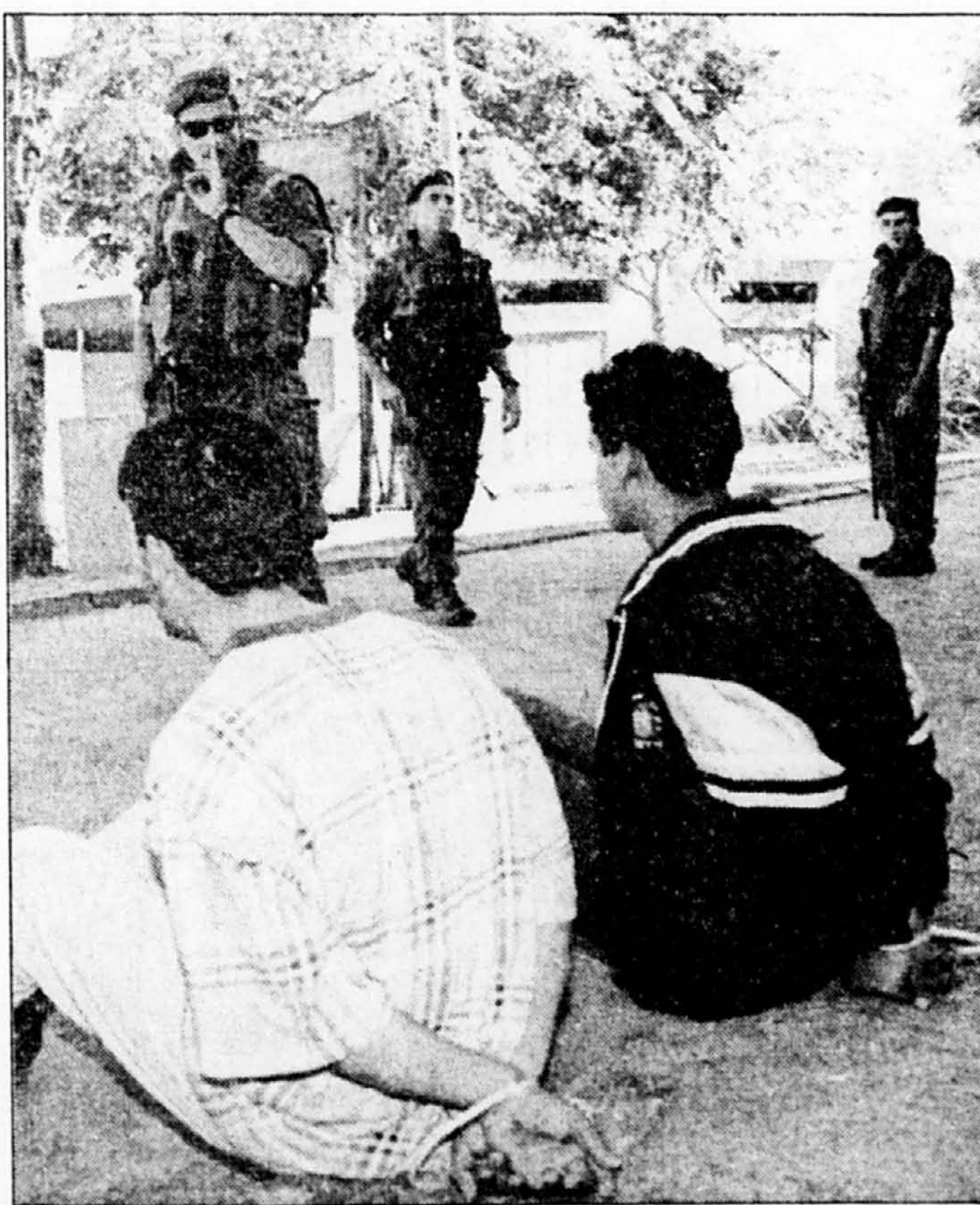


PHOTO REUTERS

Des soldats israéliens postés à un point de contrôle dans le centre de la ville d'Hébron ont passé les menottes à deux jeunes Palestiniens afin qu'ils se tiennent tranquilles.

en garde l'Égyptien Hosni Mubarak est déjà commencée. Un Palestinien était tué et cinq autres blessés à Hébron mercredi alors que se consommait l'échec de Washington. Elle empirera si Netanyahu exige le désarmement de la police palestinienne comme il a menacé de le faire. Il y a la menace d'attentats en Israël même, peut-être contre des civils comme en février et mars derniers. Il y a le front diplo-

matique, où la Syrie prône le gel de la normalisation arabe avec Israël. L'Égypte, qui a boycotté le Sommet de Washington à cause de son caractère improvisé, menace d'annuler le Sommet économique régional prévu le mois prochain au Caire si Netanyahu ne plie pas.

Il y a aussi le front militaire libano-syrien. Le Hezbollah, qui a tiré mercredi des missiles Sam et Sagger contre des hélicoptères de com-

bat et des tanks au Liban-Sud occupé blessant deux Israéliens, disposerait de lance-roquettes pouvant atteindre des villes comme Safed et Nahariya. La Syrie a retiré ses soldats de Beyrouth et les redéploie à sa frontière avec le Liban — à l'abri des batteries Sam, et dégonflant ainsi le ballon de Netanyahu de « négocier d'abord » le retrait israélien du Liban-Sud.

« Ce front pourrait s'embraser dans les semaines qui viennent », peut-être avant les élections américaines, « ce qui pourrait exacerber les divergences entre Israël et les États-Unis », écrit le *Lamashkia Investment Newsletter*.

Cette publication israélienne, disponible à la page web du *Jerusalem Post* (<http://www.jpost.co.il>), écrit aussi que l'économie de l'État juif court à la catastrophe et qu'une collision avec les intérêts US, qui misent gros sur le processus de paix, ne fera qu'envenimer la situation. La Bourse israélienne est en déprime depuis 1994, la croissance de 1992-94 était fondée uniquement sur le crédit extérieur, dont les garanties de 10 milliards de dollars consenties par les États-Unis en 1991 et qui expirent dans un an.

Qu'arrivera-t-il alors ? s'interroge le bulletin, qui évoque le récent crash mexicain — dévaluation massive du peso et grave récession. « Sauf que c'est le Congrès US lui-même qui finance la crise qui s'en vient. Intervient-il pour renflouer l'économie israélienne ? » demande-t-il sur un ton dubitatif.

Il est utile à ce sujet de souligner que tout le long de la crise du tunnel, CNN a rappelé que les États-Unis accordent trois milliards et plus d'aide par an à Israël, plus deux milliards de garanties de crédits par an, qu'Israël vend chaque année pour deux milliards d'obligations aux États-Unis, et que les contributions privées américaines à Israël frisent un autre milliard par an. La « victoire » de Netanyahu risque bien d'être une victoire « à la Pyrrhus ».

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



SUD-LIBAN

Raid israélien

■ L'aviation israélienne a mené hier en fin d'après-midi un raid contre le massif montagneux de l'Iklim al-Touffah, fief des intégristes pro-iraniens du Hezbollah au Liban sud, a indiqué la police libanaise. Les appareils israéliens ont lancé à 18 h 25 deux fusées sur les hauteurs de Mlita, une localité située à une quarantaine de kilomètres au sud de Beyrouth, selon la police qui n'était pas en mesure de préciser, une heure après le raid, si le bombardement avait fait des victimes. Auparavant, un commando du mouvement chiite libanais Amal avait attaqué une position de l'Armée du Liban sud (ALS, milice pro-israélienne) dans la zone occupée par l'État hébreu au Liban-Sud. Cette attaque n'avait pas fait de victime, selon des services de sécurité dans la région.

d'après AFP

RUSSIE

Limogeage

■ Le président Boris Eltsine a démis hier de ses fonctions son ministre pour les Sports et entraîneur personnel de tennis Chamil Tarpichev, mis en cause dans une tentative d'assassinat en juin dernier, a annoncé hier soir la première chaîne de télévision russe. Selon la chaîne, M. Tarpichev a été démis par décret de toutes ses fonctions officielles, notamment la présidence du comité d'État pour le sport — l'équivalent d'un ministère — et la présidence du Conseil de coordination pour le sport auprès du président. Selon des sources informées citées par la chaîne, M. Tarpichev a également décidé de lui-même de démissionner de ses fonctions de représentant de la Russie au Comité olympique international pour ne pas nuire à l'image du sport russe. M. Tarpichev avait été mis en cause lors de la tentative d'assassinat en juin dernier contre Boris Fiodorov, un homme d'affaires influent qui dirigeait notamment le Fonds national du sport.

d'après AFP

HONGRIE

Manifestation

■ Quelque quinze mille personnes ont manifesté hier contre la politique d'austérité du gouvernement social-libéral du premier ministre socialiste (ex-PC) Gyula Horn à Budapest. Les manifestants se sont réunis devant le parlement dans le centre de Budapest à l'appel du Forum démocratique hongrois (MDF, centre-droite), l'ancien parti leader de la précédente coalition gouvernementale conservatrice. Ils réclamaient notamment « le rétablissement des prestations sociales » supprimées par le plan d'austérité du gouvernement actuel depuis mars 1995. Les manifestants ont en outre réclamé dans une pétition remise au gouvernement le rétablissement du congé maternité de trois ans qui a été écourté à un an et demi et celui de la scolarité gratuite. Le plan d'austérité avait imposé des frais de scolarité de 2000 forints (20 dollars US) par mois.

d'après AFP

CAMBODGE

Khmers rouges

■ Deux des cinq dirigeants khmers rouges « extrémistes », qui avaient fui le Cambodge vers la Thaïlande mardi, se sont rendus à une faction rebelle dissidente, a-t-on indiqué hier de source militaire officielle. Les autorités ont identifié l'un des hommes comme étant Ny Korn, un haut commandant rebelle et frère de l'ancien « ministre de la Défense » khmer rouge Son Sen. Le second a été identifié comme Ta Muth, beau-fils du chef d'état-major de la guérilla Ta Mok, un personnage très craint. Mais Ieng Vuth, fils de Ieng Sary, chef de la faction sont recherchés au Cambodge depuis la loi de 1994 qui a rendu les Khmers rouges illégaux. Les cinq « extrémistes » y compris Nuon Chea, commissaire politique des Khmers rouges et Son Sen, ancien « ministre de la Défense » des rebelles, se sont enfuis de leur base.

d'après AFP



Deux des trois membres de la nouvelle présidence tricéphale, le Musulman Alija Izetbegovic (à droite) et le Croate Kresimir Zubak, sur scène; la chaise du Serbe Momcilo Krajisnik est restée vide.

Boycott des Serbes de Bosnie

d'après AFP
SARAJEVO

Les Serbes de Bosnie ont boycotté hier la cérémonie inaugurale des nouvelles institutions de l'après-guerre en Bosnie, une politique de la chaise vide de mauvais augure pour l'avenir du processus de paix.

Les États-Unis, parrains de ce processus, se sont déclarés « extrêmement mécontents » de l'attitude des Serbes.

Les institutions communes aux deux entités de Bosnie, la Fédération croato-musulmane et la République Srpska (RS), ont justement pour but d'éviter l'éclatement du pays, profondément divisé par trois ans et demi de guerre. Malgré d'intenses pressions internationales, les Serbes de Bosnie ont refusé de venir à Sarajevo en invoquant des raisons de sécurité.

Alors que d'ultimes négociations avaient lieu à Pale, le fief des Serbes de Bosnie, à une quinzaine de km à l'est de Sarajevo, la confusion la plus totale a régné pendant plusieurs heures dans la capitale bosnienne, au théâtre national de la ville, où la cérémonie aurait dû commencer à 14 h locales.

Lassés d'attendre le résultat des négociations, les invités ont quitté la salle pour aller se réfugier au foyer du théâtre, laissant un instant croire à une annulation. L'orchestre philharmonique de Sarajevo a de son côté recommencé à jouer après

s'être interrompu, faisant penser que la cérémonie allait débiter. Celle-ci s'est finalement ouverte à 17 h 15 locales avec l'entrée dans le théâtre des seuls élus musulmans et croates du Parlement issu des élections du 14 septembre dernier. Elle s'est terminée 45 minutes plus tard.

Appelés sur la scène du théâtre, les 31 élus ont signé chacun une déclaration solennelle, promettant en particulier de « défendre la Constitution de Bosnie-Herzégovine et de mettre totalement en oeuvre l'accord de paix de Dayton ». Deux des trois membres de la nouvelle présidence tricéphale, le Musulman Alija Izetbegovic et le Croate Kresimir Zubak, les ont ensuite rejoints pour prêter serment à leur tour. Sur scène, la chaise du Serbe Momcilo Krajisnik est restée vide. Ce dernier, un fidèle du leader déchu des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, avait accepté lundi pour la première fois de revenir à Sarajevo depuis l'éclatement du conflit au printemps 1992 pour assister à la première réunion de la présidence tricéphale.

Les Serbes ont invoqué des raisons de sécurité pour refuser de revenir à Sarajevo malgré l'impressionnant dispositif déployé dans la ville avec 300 soldats italiens de la force de paix (IFOR) et des dizaines de policiers bosniaques et de l'ONU. « Nous avons proposé six autres lieux, dans la partie musulmane de Sarajevo, mais nos partenaires (de la Fédération croato-musulmane) les ont rejetés », a déclaré un porte-parole des Serbes, Slobodan Bijelic. L'autre raison invoquée est « la déclaration solennelle », que les Serbes refusent de considérer comme un « serment », a précisé M. Bijelic.

Les efforts entrepris pendant plusieurs heures par Michael Steiner, l'adjoint de Carl Bildt, le haut représentant civil en Bosnie, rejoint par le chef de l'IFOR, l'amiral Joseph Lopez, n'ont pas réussi à faire fléchir les Serbes de Bosnie.

Alija Izetbegovic, président de la présidence collégiale, a protesté à sa façon contre cette attitude en refusant de modifier son discours, dans lequel il souhaitait aux Serbes de Bosnie la « bienvenue à Sarajevo ». « J'ai écrit ce court discours ce matin quand je croyais encore que les représentants serbes viendraient. Ils ne sont pas venus, mais je vais le lire inchangé », a déclaré M. Izetbegovic. « Bienvenue à Sarajevo, sentez-vous en sécurité », a notamment lancé aux absents de cette cérémonie le président musul-

man, accentuant le caractère surréaliste de la journée. Il a proposé que les ex-belligérants se livrent à une « compétition pour le meilleur », notamment pour la reconstruction du pays. « Les enfants ne sont pas coupables des péchés de leurs parents. Il n'y a pas de mauvaises gens, seulement de mauvais leaders », a-t-il dit.

Carl Bildt a pour sa part promis que l'engagement de la communauté internationale en Bosnie se poursuivrait. « Le passé vous a divisés, vous devez vous unir pour votre avenir », a-t-il lancé dans un discours au ton devenu quelque peu incongru.

La Croatie et la République fédérale de Yougoslavie avaient envoyé des représentants à cette cérémonie, ainsi que les États-Unis, qui étaient représentés par leur secrétaire d'État adjoint aux Affaires européennes, John Kornblum. « Nous sommes extrêmement mécontents et contrariés que tous les présidents n'aient pas été présents », a déclaré M. Kornblum à la presse. « C'est un développement inopportun (...) mais nous allons continuer à construire ces institutions communes », a ajouté le diplomate. « Elles sont l'avenir de cette région. Il n'y a pas d'alternative au processus de paix », a encore déclaré M. Kornblum. « Les responsables de Pale mettent en danger l'avenir de leur peuple », a estimé le diplomate américain.

Offensive des Talibans contre le bastion de Massoud

d'après AFP
KABOUL

Les Talibans ont attaqué vendredi les troupes de l'ancien homme fort de Kaboul Ahmed Shah Massoud dans la vallée du Panchir le jour du sommet d'Almaty où les pays d'Asie centrale ont lancé un avertissement à la milice intégriste dont ils craignent l'effet déstabilisateur.

« Nous avons pris les sommets qui dominent le Panchir de part et

d'autre », a affirmé un commandant des Talibans sur place. « Des que nous aurons chassé l'ennemi des crêtes où il est encore, nous pourrions avancer », a-t-il dit.

Les Talibans ont lancé cette attaque vendredi soir et ont continué les combats toute la nuit dans cette vallée située à une centaine de kilomètres au nord-est de Kaboul. Les Talibans, équipés de leur armement favori — canon sans recul de 82 mm et lance-roquettes antichar

RPG-7 — montaient toujours hier vers les crêtes qu'ils ont capturées hier matin et qui surplombent une partie de la vallée.

Cette vallée a été, jusqu'à présent, un bastion inexpugnable du commandant Massoud qui y est né et y a gagné, lors de la lutte contre les soviétiques dans les années 80, le surnom de « Lion du Panchir » pour avoir repoussé de multiples offensives de l'armée rouge.

Massoud et l'armée du régime

du président Rabbani y sont tranchés depuis la chute de Kaboul entre les mains des Talibans il y a huit jours. Ces troupes y sont estimées à quelques dizaines de milliers d'hommes, avec un noyau dur de quelques milliers de Tadjiks fidèles à Massoud, lui-même membre de l'ethnie. Toutefois, les observateurs estimaient que beaucoup de ces combattants pouvaient être démoralisés par les revers subis ces dernières semaines.

REPÈRES / Les travaillistes britanniques

Tony Blair: une stature de premier ministre

HENRY BOUVIER
de l'agence France-Presse, LONDRES

Le leader travailliste Tony Blair est sorti renforcé du congrès de son parti à Blackpool (nord), ayant désormais acquis une stature de futur premier ministre, bien éloignée de l'image que véhiculait, il y a quelques années à peine, son surnom de « Bambi ».

Il est aujourd'hui à la tête d'un parti renoué, recentré, et il a rassemblé derrière lui : une machine de guerre prête à se battre pour reprendre le pouvoir après plus de 17 ans dans l'opposition.

Chargé en 1993 de l'Intérieur dans le « cabinet fantôme » travailliste, Tony Blair passait alors pour encore un peu « tendre » en politique, ayant besoin de quelques années d'expérience supplémentaires avant de réaliser le brillant avenir qu'on lui devinait. Ses thèmes de prédilection ne plaisaient pourtant déjà pas à la gauche du parti. C'est lui qui avait par exemple créé la formule, « Dur contre le crime, dur

contre les causes du crime » signifiant qu'il était autant favorable à la répression qu'à la prévention.

Cet ancien étudiant d'Oxford, né à Édimbourg, ne cachait pas les racines chrétiennes de ses convictions ni son attachement aux valeurs familiales : marié à Cherie Booth, une avocate de renom, il a eu trois enfants avec elle. Son « bon sens » apparent contrastant avec la rhétorique de certains responsables du parti, il était devenu l'un des hommes les plus populaires du Labour dans l'opinion publique qui aimait son image de « gendre parfait ».

La mort subite du précédent leader John Smith en 1994 a précipité les choses. Tony Blair s'est révélé un tacticien aussi redoutable qu'inattendu : il a su écarter son ami mais principal concurrent, Gordon Brown, de la course à la succession, grâce à un accord conclu lors d'un dîner à Islington, le quartier des intellectuels de gauche qu'il habite à Londres. Puis il a facilement battu ses adversaires, devenant à 41 ans le plus jeune leader du parti.

Faisant mentir ceux qui lui prédisaient des difficultés pour imposer son autorité aux puissants syndicats et aux barons du Labour, il a, en deux ans et demi, fait vivre à son parti une véritable révolution culturelle. Mais il n'a pu le faire que parce que John Smith et, avant lui, Neil Kinnock, avaient commencé à mettre en place le système d'un membre, une voix », destiné à lutter contre l'influence des syndicats et leur « vote bloqué ».

Tony Blair a accéléré le mouvement en réduisant le poids des syndicats à 50 % lors des votes aux congrès et en faisant abandonner le dogme des nationalisations. Il a aussi engagé ses troupes dans la reconquête des classes moyennes britanniques dont l'ancien premier ministre Margaret Thatcher, pour laquelle il ne cache pas son admiration, avait fait le domaine réservé des conservateurs.

Même s'il a qualifié le Labour de « parti démocratique socialiste », les valeurs qu'il a égrenées à Blackpool en feraient plutôt un parti du centre, au point de créer un malaise grandissant dans son aile gauche

qui ne se tait que parce qu'elle accepte la nécessité d'unité avant les élections.

Aujourd'hui, ses détracteurs traiteraient plus volontiers Tony Blair de Kim Il Sung que de « Bambi », comme il l'a regretté en riant dans son discours à Blackpool. Le score de 95 % de « oui » lors du vote du congrès sur son manifeste électoral a laissé en effet rêver plus d'un observateur.

Pour d'autres, Tony Blair serait en fait la version britannique du président américain Bill Clinton. Ils mettent en avant le caractère « présidentiel » de la mise en scène de son discours à Blackpool, se plaignant qu'il est en train de faire du Labour une sorte de Parti démocrate sans âme ni idées, une simple machine électorale. Kim Il Sung ou Bill Clinton, le leader du Labour n'en reste pas moins totalement dénué d'expérience du gouvernement, pas même le moindre poste de sous-secrétaire d'État : il n'avait il est vrai que 26 ans à la fin du dernier gouvernement travailliste, en 1979.

La personnalité de la semaine

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 6 octobre 1996

Jean Davignon

JEAN-PAUL SOULIÉ



« Nous avons des demandes de fonds un peu partout, mais il va falloir penser à renvoyer du personnel. Il faut passer beaucoup trop de temps à chercher des fonds pour continuer... »

L'Association des médecins de langue française du Canada vient de décerner son prix de l'Oeuvre scientifique 1996 au Dr Jean Davignon de l'Institut de recherche clinique de Montréal. Le Dr Davignon dirige depuis 29 ans un groupe de chercheurs qui se consacrent à l'étude des hyperlipidémies et de l'athérosclérose. Ses travaux portent sur les facteurs génétiques qui prédisposent aux maladies cardiaques, ainsi qu'à tout ce qui touche au fameux cholestérol et à l'ensemble des « grumeaux durs » de graisse qui ont une fâcheuse tendance à vouloir obstruer les artères de ses contemporains. Il est aussi directeur des cliniques externes de recherche de l'Institut de recherche clinique de Montréal, médecin à l'Hôtel-Dieu, professeur à la faculté de Médecine de l'Université de Montréal et professeur associé à l'Université McGill.

Le Dr Davignon s'est aussi penché sur l'hypercholestérolémie familiale. Des recherches qui ont permis de déterminer l'anomalie moléculaire dans 80 % des cas d'hypercholestérolémie familiale chez les Canadiens français. Une affaire qui remonte aux débuts du peuplement de la Nouvelle-France. Il s'est aussi intéressé à la pharmacologie clinique, et a contribué à plusieurs découvertes scientifiques. Ses travaux sont rapportés dans 278 publications scientifiques, qu'il catalogue lui-même comme « ultra-spécialisées », 237 abrégés, 41 chapitres et trois livres.

La Presse se joint à l'Association des médecins de langue française du Canada et souligne les trente années de carrière de l'un des plus éminents chercheurs du Québec en nommant le Dr Davignon Personnalité de la semaine.

C'est au Collège Stanislas, à Montréal, que Jean Davignon décide, sous l'influence de son professeur de biologie, le neurologue Raymond Robillard, d'étudier la médecine. Il obtient son diplôme avec la mention « très grande distinction », et va travailler pendant deux années au département de Recherches cliniques de l'Hôtel-Dieu de Montréal que vient de créer, quelques années plus tôt, le Dr Jacques Genest. C'est les débuts de sa spécialisation en médecine vasculaire, qui le conduira à la clinique Mayo, aux États-Unis, puis à l'Institut Rockefeller, pour trois ans. Des son retour au Québec en 1967, il jette les bases de ce qui va devenir l'oeuvre de sa vie, un laboratoire de recherche sur l'hyperlipidémie et le métabolisme des lipides.

C'est dans son bureau de l'Institut de recherche clinique de Montréal que La Presse a réussi à attraper au vol le Dr Davignon. La veille, il donnait une conférence à Toronto. Ce matin-là, il réglait quelques problèmes urgents avant de partir pour Québec. « J'ai un système de classement extraordinaire pour mes conférences, explique-t-il. Regardez ! Sur cette diapo, c'est l'apo E 3 et E 4 d'une patiente qui a subi une greffe du foie... » Un cas ex-

traordinaire, observé à la clinique externe qui fonctionne en bas de l'édifice, au coin de la rue Saint-Urbain et de l'avenue des Pins. Une observation qui va permettre de soigner et de guérir d'autres patients.

Grand et mince, l'oeil vif derrière ses lunettes, le Dr Davignon expose des mystères inaccessibles aux profanes. Autour de lui, il y a quarante personnes qui travaillent, à la clinique, en bas, et dans les laboratoires, les chambres réfrigérées, dans des enfilades de pièces encombrées d'appareils étranges. Des médecins, des infirmières, des techniciens. Le budget de cette équipe hautement spécialisée dépasse le million par année. Et loin des soucis de la recherche pure, le Dr Davignon doit souvent penser à quêter du financement. « Nous avons des demandes de fonds un peu partout, mais il va falloir penser à renvoyer du personnel ». Au Conseil de la Recherche scientifique du Canada, les fonds ont fondu, et chez les industries pharmaceutiques aussi. « Il faut passer beaucoup trop de temps à chercher des fonds pour continuer... » Et il cite Sol : « On met des compresses budgétaires, et on soigne les grosses coupures. »

Pourtant, le département de recherche du Dr Davignon est connu dans le monde entier. Il y a toujours quelques étudiants post-doctoraux du Canada ou de l'étranger dans son équipe. Un Espagnol l'an dernier, un Hollandais, et chaque année sept ou huit « coopérants-militaires » de France, venus passer leur service militaire à faire de la recherche à Montréal. Il y a deux semaines, le Dr Davignon donnait une conférence à l'hôpital de la Salpêtrière, à Paris. « J'ai été invité par le ministre français de la Culture, Philippe Douste-Blazy, dans l'ancien bureau d'André Malraux. Le ministre est un de nos anciens stagiaires. Ancien ministre de la Santé dans son pays, il est aussi membre, comme moi, de l'Association internationale de l'athérosclérose. C'est lui qui vient de décorer Céline Dion ».

Fouillant dans son classement de diapos, le Dr Davignon annonce, avec un sourire, « une surprise ». C'est une jeune femme fort jolie. « Ma fille Isabelle, qui fait de la recherche à Dallas, au Texas. Elle prépare un doctorat en biologie. »

« J'ai aussi un fils écologiste, directeur de la Fédération du saumon de l'Atlantique pour le Québec, et un autre fils qui est mon meilleur spécialiste en informatique... Des enfants très, très intéressants ».

L'Association des médecins de langue française du Canada vient de lui décerner son prix de l'Oeuvre scientifique 1996

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie, l'excellence naît de l'effort.



La personnalité en personne

C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN

René Homier-Roy reçoit chaque dimanche à 7 h 10 la personnalité La Presse.

Il nous renseigne également, avec verve et passion, sur l'essentiel, le superflu et l'incontournable. Pour des petits matins de week-end tout en plaisirs et en culture.



C'est bien meilleur le matin

Samedi 6 h 04 à 10 h
Dimanche 6 h 04 à 9 h

Réalisation : Louise Carrière

 **Radio-Canada**
CBF 690